

LE PRIX DU RECUL :

Résurgence de la maladie, perte de croissance et menaces sur la génération de demain : pourquoi sous-investir dans la lutte contre le paludisme présente des risques



AFRICAN LEADERS
MALARIA ALLIANCE



malaria
NO MORE
united kingdom



À propos

Ce rapport a été rédigé et produit par l'Alliance des dirigeants africains contre le paludisme (ALMA) et Malaria No More UK (MNMUK). Il s'appuie sur des analyses de Management Sciences for Health (MSH), analyses ayant bénéficié de modélisations de données le Malaria Atlas Project (MAP) partagées par, ce dont nous leur sommes reconnaissants.

La publication de ce rapport s'inscrit dans le cadre de Zéro Paludisme, le mouvement mondial né de la campagne « Zéro palu ! Ça commence avec moi », qui s'engage à mettre fin au paludisme en une génération.

Aperçu des données

OBJECTIFS DE FINANCEMENT DE 2030 ATTEINTS

865 MILLIONS DE CAS ÉVITÉS

1.86 MILLION DE VIES ÉPARGNÉES

+\$231 MILLIARDS
DE \$ DU PIB

BAISSE DE 20% DU FONDS MONDIAL



33 MILLIONS DE CAS SUPPLÉMENTAIRES

82 000 DÉCÈS SUPPLÉMENTAIRES

-\$5.14 MILLIARDS
DE \$ DU PIB

BAISSE DRASTIQUE DU FINANCEMENT = ARRÊT DES EFFORTS DE PRÉVENTION

525 MILLIONS DE CAS SUPPLÉMENTAIRES

990 000 DÉCÈS SUPPLÉMENTAIRES

-\$83 MILLIARDS
DE \$ DU PIB

2025-2030

Table des matières

6	Synthèse du rapport
8	Introduction
9	Avantages économiques de la lutte contre le paludisme et risques de résurgence pour la prospérité
10	À propos de la modélisation <ul style="list-style-type: none">- Scénarios de financement- Calendrier
12	Section 1 Comprendre l'impact de la résurgence du paludisme sur les économies africaines et mondiales <ul style="list-style-type: none">- Le fardeau du paludisme sur les économies des pays où le paludisme est endémique- L'impact prévisionnel d'une résurgence du paludisme sur un paysage économique déjà fragile- Impact prévisionnel du paludisme sur la croissance du PIB en Afrique- Impact prévisionnel du paludisme sur les pertes de revenus futures- Impact prévisionnel du paludisme sur les recettes d'exportation de la région Afrique- Impact prévisionnel du paludisme sur le commerce bilatéral avec les partenaires du G7- Impact prévisionnel du paludisme sur la croissance du PIB africain dans huit pays hautement prioritaires
26	Section 2 Comprendre l'impact de la résurgence du paludisme sur les principaux secteurs industriels <ul style="list-style-type: none">- Agriculture- Tourisme- Industrie minière
36	Section 3 Comprendre l'impact de la résurgence du paludisme sur le secteur de la santé <ul style="list-style-type: none">- Impact prévisionnel du paludisme sur les dépenses du secteur de la santé
40	Conclusion et recommandations
41	Glossaire
48	Notes de bas de page

Abréviations

US\$	Dollar des États-Unis.
ALMA	Alliance des dirigeants africains contre le paludisme.
APD	Aide publique au développement.
ASME	Secteur minier artisanal et à petite échelle.
GC7	Septième reconstitution des ressources du Fonds mondial.
IRS	Pulvérisation intradomiciliaire d'insecticide à effet rémanent.
MAP	Malaria Atlas Project.
MILD	Moustiquaires imprégnées d'insecticide longue durée.
MNMUK	Malaria No More UK.
MSH	Management Sciences for Health.
OMS	Organisation mondiale de la Santé, une agence des Nations Unies chargée de la santé publique internationale.
PIB	Produit intérieur brut.
RDC	République démocratique du Congo.
STM	Stratégie technique mondiale de lutte contre le paludisme.
TC	Taux de létalité.

Synthèse du rapport

L'élimination du paludisme est à portée de main, mais seulement si des ressources sont investies de manière stratégique afin de renforcer les systèmes de santé, d'équiper les professionnels de santé et de garantir l'accès des familles à des diagnostics, traitements et technologies préventives efficaces.

Au cours des deux dernières décennies, la communauté internationale a réalisé des progrès significatifs, réduisant de moitié la mortalité due au paludisme. Désormais, la lutte contre la maladie s'appuie sur les outils les plus avancés créés jusqu'à présent : de nouvelles moustiquaires et de nouveaux insecticides, des traitements améliorés, des diagnostics rapides, deux vaccins approuvés et d'autres outils révolutionnaires en cours de développement.

L'insuffisance des financements a cependant freiné la progression de la lutte contre le paludisme. Plus de la moitié des activités relatives aux stratégies nationales de lutte contre le paludisme ne sont pas financées et les pays où la maladie est endémique sont confrontés à des pénuries croissantes de produits de base. Le dérèglement climatique, la résistance croissante aux médicaments et aux insecticides, les perturbations commerciales et l'instabilité mondiale compromettent encore davantage l'efficacité des interventions contre le paludisme et menacent d'anéantir les progrès durement obtenus depuis 2000.

Rien qu'en 2023, le paludisme a causé 263 millions de cas et 590 000 décès dans le monde, dont 76 % chez les enfants de moins de cinq ans.

Il s'agit d'une réalité que les dirigeants mondiaux ne peuvent se permettre d'ignorer : rien qu'en 2023, le paludisme a causé 263 millions de cas et 590 000 décès dans le monde, dont 76 % chez les enfants de moins de cinq ans. Il est essentiel de briser l'emprise de la maladie pour que les plus jeunes tout comme les économies puissent prospérer. Cela est particulièrement vrai en Afrique, qui représente 95 % des cas et des décès dans le monde. Le paludisme est déstabilisateur. La maladie et les moustiques qui la véhiculent perturbent profondément la vie des populations, le fonctionnement des entreprises et la croissance économique. Le paludisme est l'une des principales causes d'absentéisme des travailleurs et des étudiants. À l'approche de la 8e reconstitution des ressources du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, il est crucial que la communauté internationale veille à ce que ce pilier vital, qui fournit 59 % de l'ensemble des financements internationaux consacrés à la lutte contre le paludisme – avec un investissement de plus de 20,3 milliards de \$ à ce jour – soit maintenu et renforcé.

Ce rapport, préparé par Malaria No More UK (MNMUK) et l'Alliance des dirigeants africains contre le paludisme (ALMA), démontre que même de légers ajustements apportés au financement de la lutte contre le paludisme ont un impact significatif sur les cas et les décès dus à la maladie et possèdent des conséquences considérables sur le PIB (Produit Intérieur Brut), le commerce mondial et des secteurs économiques clés comme l'exploitation minière et l'agriculture.

L'accélération des progrès pour atteindre les objectifs de la Stratégie technique mondiale de lutte contre le paludisme permettrait d'augmenter le PIB du continent africain de 231 milliards de \$ US d'ici à 2030. D'ici à 2040, les économies africaines auront bénéficié de 2 500 milliards de \$ US supplémentaires et les échanges commerciaux avec les pays du G7 auront augmenté de 112 milliards de \$ US. À l'inverse, une réduction de 20 % de la reconstitution des ressources du Fonds mondial entraînerait une baisse du PIB de l'Afrique de 30 milliards de \$ US et des échanges commerciaux bilatéraux de 1,3 milliard de \$ US d'ici à 2040. Dans le scénario le plus pessimiste, où le monde tournerait le dos à la lutte contre le paludisme et où les pays ne pourraient pas mettre en œuvre d'interventions préventives, le coût serait de 402 milliards de \$ US pour l'Afrique et de 15 milliards de \$ US pour les pays du G7 d'ici à 2040.

La jeunesse de la population africaine représente l'un des plus grands atouts du continent. Cependant, l'augmentation de l'incidence du paludisme chez les enfants en âge d'être scolarisés entre 2025 et 2030, et à long terme jusqu'en 2040, menace davantage la prospérité économique des générations futures. Les enfants atteints du paludisme sont plus susceptibles de connaître des troubles de l'apprentissage et un développement cognitif réduit, limitant leur potentiel de revenus futurs et réduisant directement les perspectives de croissance économique de la région. Une baisse de 20 % des ressources du Fonds mondial et son impact sur l'absentéisme et la réussite des élèves devraient coûter à la région 5,7 milliards de \$ US en pertes de revenus futurs d'ici à 2040. Atteindre les objectifs de la STM à l'horizon 2030 pourrait permettre d'augmenter les revenus des jeunes de 171 milliards de \$ US sur la même période.

La modélisation démontre que le paludisme est non seulement un problème sanitaire majeur, mais également un problème économique. Il en ressort aussi clairement que le maintien et l'augmentation du financement (y compris le financement intégral du Fonds mondial) protègent les vies, les moyens de subsistance et les économies. Le cas échéant, une résurgence de la maladie privera le PIB de milliards de \$ US, affaiblira les partenariats mondiaux et privera l'Afrique de la prochaine génération. Il est clair qu'afin de nous remettre sur les rails, nous devons de toute urgence déployer des efforts importants pour investir les ressources nécessaires.

Pour saisir cette opportunité, la communauté internationale et les pays où le paludisme est endémique doivent frapper un grand coup en :

- **Veillant à ce que tous les donateurs, en particulier les pays du G7 et les pays partenaires, financent intégralement la 8e reconstitution des ressources du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme**, prévue en novembre 2025, en soutenant et en renforçant les investissements réalisés par les pays où le paludisme est endémique afin de donner un coup de pouce majeur à l'objectif de mettre fin à la maladie.
- **Mettant en œuvre le Cadre catalytique pour mettre fin au sida, à la tuberculose et éliminer le paludisme en Afrique d'ici à 2030 (Cadre catalytique)**, les gouvernements africains accordant la priorité à la mobilisation des ressources nationales, au renforcement de la volonté politique et à une action accélérée.
- **Reconnaissant l'élimination du paludisme comme une priorité sanitaire et économique**, en encourageant les pays du G20 à profiter du sommet des dirigeants du G20 de cette année, ainsi que des réunions des ministres de la Santé, du Commerce et du Développement, pour reconnaître que l'élimination du paludisme est essentielle au progrès social et économique.
- **Travaillant plus efficacement avec le secteur privé par le biais de partenariats public-privé afin d'accroître les sources de financement nationales de la lutte contre le paludisme**, en continuant à donner la priorité à la création de conseils nationaux pour mettre fin au paludisme afin de susciter le soutien multipartite nécessaire pour parvenir à une réponse de « l'ensemble de la société » au paludisme.



Une femme se fait dépister du paludisme en Ouganda. Zahara Abdul/Malaria No More UK

Introduction

Bien que le taux de mortalité dû au paludisme ait diminué de moitié au cours des deux dernières décennies, la maladie continue de représenter un lourd fardeau économique pour les pays en développement, notamment en Afrique. Le Rapport mondial sur le paludisme 2024 de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) souligne que la charge mondiale du paludisme demeure concentrée en Afrique, représentant 95 % des 263 millions de cas et des décès dus au paludisme dans le monde. 76 % de ces décès concernent des enfants de moins de 5 ans.^{1,2}

Les progrès réalisés dans la réduction des taux de mortalité et de morbidité liés au paludisme en Afrique ont été stimulés par l'intensification des interventions de lutte contre les moustiques et de la prise en charge des cas.³

Tout en reconnaissant le rôle crucial de la mobilisation des ressources nationales dans les pays où le paludisme est endémique — qui a considérablement augmenté au cours de la dernière décennie et représente désormais environ un tiers du financement total des efforts de lutte et d'élimination de la maladie —, le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (le Fonds mondial), premier bailleur de fonds multilatéral mondial pour la santé, a joué un rôle crucial en aidant les États à mener la lutte contre le paludisme. En septembre 2025, le rapport annuel sur les résultats du Fonds mondial soulignait que ce dernier fournissait 59 % de l'ensemble des financements internationaux destinés aux programmes de lutte contre le paludisme, ayant investi à ce jour 20,3 milliards de \$ US.⁴ Il est crucial de noter que le Fonds mondial est la principale source de financement pour le soutien des outils de prévention du paludisme en Afrique subsaharienne.⁵

Les efforts de contrôle et d'élimination du paludisme sont menacés. Une convergence de menaces sans précédent – allant de la résistance biologique croissante aux traitements et aux outils, à l'impact du changement climatique sur la préparation et la réponse à la saison du paludisme, et à la multiplication des crises humanitaires – sont exacerbées par le contexte politique et économique actuel. Un nombre croissant de pays manifestent leur intention, ou agissent directement, de réduire leurs budgets d'aide publique au développement (APD), réduisant donc l'argent disponible pour la santé mondiale et d'autres objectifs de développement international.⁶

La capacité à financer intégralement les travaux du Fonds mondial est aujourd'hui plus importante que jamais, et les répercussions sur la lutte contre le paludisme pourraient être catastrophiques. Une analyse récente du Malaria Atlas Project (MAP) a montré qu'en cas de reconstitution des ressources inférieure à 11 milliards de \$ US et de réduction de l'allocation pour le paludisme lors de la prochaine reconstitution des ressources du Fonds mondial, 137,2 millions de cas de paludisme supplémentaires et jusqu'à 337 000 décès supplémentaires pourraient survenir entre 2027 et 2029.

Des signes de l'émergence d'une escalade des taux de paludisme sont déjà observés en Afrique. Entre janvier et juin 2025, plusieurs pays africains, notamment en Afrique australe, qui ont connu de fortes précipitations, ont signalé une recrudescence des cas et des décès.^{7,8}

Il est plus important que jamais que les pays où le paludisme est endémique collaborent avec les pays donateurs et la communauté internationale pour accélérer les progrès vers l'élimination du paludisme en Afrique, conformément au Cadre catalytique de l'UA et à l'objectif mondial plus large de réduire l'incidence et la mortalité dues au paludisme d'au moins 90 % d'ici à 2030. Un effort important pour mettre fin au paludisme permettra de sauver des vies, de préserver les progrès réalisés dans la lutte contre le paludisme au cours des deux dernières décennies et de favoriser la croissance économique future.

Avantages économiques de la lutte contre le paludisme et risques de résurgence pour la prospérité

De plus en plus de données probantes, notamment une analyse publiée par Malaria No More UK (MNMUK) en 2024, démontrent qu'investir dans les programmes de lutte et d'élimination du paludisme est économiquement judicieux, non seulement pour les pays touchés par la maladie, mais également pour l'ensemble de l'économie mondiale.⁹ Le paludisme, principale cause d'absentéisme des travailleurs et des étudiants, affecte la productivité des secteurs public et privé ainsi que la sécurité économique des ménages. Des études antérieures ont montré que le paludisme réduit la croissance du PIB jusqu'à 1,3 % et, selon les estimations d'ALMA (Alliance des dirigeants africains contre le paludisme), il entraîne jusqu'à un demi-milliard de journées de travail perdues chaque année en Afrique. La baisse de la croissance économique et des investissements a des répercussions multiples sur le commerce mondial, notamment sur les échanges bilatéraux avec les pays du G7. Alors que les pays annoncent une baisse de l'APD et que la 8e reconstitution des ressources du Fonds mondial approche, il est essentiel de comprendre l'impact probable des différents scénarios de financement non seulement sur les cas et les décès dus au paludisme, mais aussi sur la macroéconomie et les secteurs clés.

Ce rapport, publié par MNMUK et ALMA, explore l'impact économique potentiel d'une résurgence, en s'appuyant sur une nouvelle modélisation de Management Sciences for Health (MSH). Il analyse l'impact macroéconomique des cas et des décès dus au paludisme sur la croissance et le développement en Afrique, selon différents scénarios de financement. Il examine l'impact des variations du financement de la lutte contre le paludisme sur la croissance globale, le commerce et les pertes de revenus futures, ainsi que sur des secteurs clés du développement économique, tels que l'agriculture, le tourisme, les industries minières ou d'autres employeurs majeurs, et les coûts globaux pour le système de santé et les individus. Le rapport propose une analyse mondiale, régionale et nationale, avec une analyse détaillée de huit pays hautement prioritaires qui représentent plus de 50 % de la charge mondiale du paludisme : le Nigéria, la République démocratique du Congo (RDC), l'Ouganda, le Mozambique, le Burkina Faso, le Ghana, le Kenya et la Zambie.

À l'heure où la croissance économique de l'Afrique est déjà fragile, les conséquences d'une résurgence du paludisme en Afrique sont considérables, mettant en péril des milliers de vies dans les pays fortement touchés et perturbant la production alimentaire, le commerce international et les moyens de subsistance.

L'analyse présentée dans ce rapport démontre pourquoi les investissements dans la lutte contre le paludisme sont si importants pour les économies africaines et leurs partenaires commerciaux, ainsi que la nécessité continue d'un financement international pour aider les pays à développer leurs économies de manière durable afin de garantir une mobilisation efficace des ressources nationales pour le paludisme et les investissements en matière de santé en général dans les années à venir.



À propos de la modélisation

MSH a conçu un modèle économétrique pour analyser l'impact du paludisme sur le développement économique (par exemple, le PIB) et social en Afrique. Les projections de cas et de décès dus au paludisme dans les scénarios de financement sont basées sur l'analyse du Malaria Atlas Project (MAP) (Tableau 1).

La méthodologie détaillée est disponible ici : <https://bit.ly/46l8EvO>

Scénarios de financement

Le modèle évalue quatre scénarios de financement tenant compte des changements significatifs du financement des donateurs, notamment avec la prochaine reconstitution des ressources du Fonds mondial, principal bailleur de fonds international des programmes de lutte contre le paludisme en Afrique.

Ensemble, ces scénarios mettent en évidence un éventail de futurs possibles, allant des graves conséquences d'une baisse des financements aux avantages de l'atteinte des objectifs mondiaux. Il est clair que les contributions au Fonds mondial, ainsi que les financements nationaux et bilatéraux, sont essentielles pour maintenir les progrès réalisés depuis 2000 et éviter les pertes importantes imputables à la recrudescence du paludisme. Ce rapport analyse comment un soutien au Fonds mondial – et au financement mondial de la lutte contre le paludisme – qui stagne ou baisse peut nuire aux résultats, les scénarios présentés dépendant aussi d'autres sources de financement & de ressources clés.

- Scénario 1 : Stagnation du financement de la lutte contre le paludisme**

Le financement de la lutte contre le paludisme reste stable, conformément à une reconstitution des ressources du Fonds mondial d'environ 13,1 milliards de \$ US.¹⁰ Ce scénario applique des ajustements tenant compte de la hausse du coût des produits de base (par exemple, déploiement de produits de nouvelle génération, renforcement des barrières commerciales) aux projections basées sur l'historique des cas et des décès dus au paludisme. Tous les autres scénarios sont comparés avec ce scénario de référence.

- Scénario 2 : Réduction de 20 % du Fonds mondial**

Réduction de 20 % par rapport à la précédente reconstitution des ressources du Fonds mondial (GC7), alignée sur une reconstitution de 10,5 milliards de \$ US et une allocation proportionnellement réduite d'environ 3,4 milliards de \$ US pour le paludisme.

- Scénario 3 : Absence de prévention**

D'importantes réductions de financement se traduisent par un maintien des interventions de prise en charge des cas aux niveaux de couverture de 2023, sans interventions préventives contre le paludisme (par exemple, MILD, PID, CPS).

- Scénario 4 : Objectifs de la Stratégie technique mondiale (STM)**

Les besoins en ressources prévus sont satisfaits pour accélérer les progrès et atteindre les objectifs de la Stratégie technique mondiale (STM) de lutte contre le paludisme à l'horizon 2030.¹¹

Calendrier

Les scénarios modélisés évaluent les impacts sur deux horizons temporels : 2025-2030 (court terme) et 2025-2040 (long terme). La modélisation jusqu'en 2030 nous permet d'évaluer directement l'impact à court terme de l'évolution du financement de la lutte contre le paludisme, notamment en lien avec la 8e reconstitution des ressources du Fonds mondial, ainsi que les progrès réalisés par rapport aux objectifs mondiaux et aux besoins de financement immédiats. Il s'agit là de l'objectif principal du rapport.

La modélisation jusqu'en 2040 offre un aperçu des effets économiques à long terme du maintien des

investissements dans la lutte contre le paludisme à différents niveaux, ainsi que de l'impact cumulatif que le paludisme pourrait continuer d'avoir sur les économies africaines et leurs partenaires commerciaux au fil du temps. Les données sont présentées ici à des fins de comparaison.

Tableau 1

Projections de l'évolution des cas et décès liés au paludisme selon les différents scénarios de financement				
2025-2030				
Scénario	Nombre de cas prévisionnels		Nombre de décès prévisionnels	
	#	+/- par rapport au plafonnement	#	+/- par rapport au plafonnement
1. Plafonnement	1.65 milliard		2.75 millions	
2. Réduction de 20% du Fonds global	1.68 milliard	+33.44 millions	2.83 millions	+82,071
3. Pas de prévention	2.18 milliards	+525.85 millions	3.74 millions	+989,675
4. Objectifs STM	786.3 millions	-864.81 millions	887,272	-1.86 million
2025-2040				
Scénario	Nombre de cas prévisionnels		Nombre de décès prévisionnels	
	#	+/- par rapport au plafonnement	#	+/- par rapport au plafonnement
1. Plafonnement	5.14 milliards		12.25 millions	
2. Réduction de 20% du Fonds global	5.27 milliards	+134.62 millions	12.58 millions	+330,032
3. Pas de prévention	7.17 milliards	+ 2.03 milliards	16.67 millions	+4.43 millions
4. Objectifs STM	1.14 milliard	-3.99 milliards	2.72 millions	-9.53 millions



Section 1

Comprendre l'impact de la résurgence du paludisme sur les économies de l'Afrique et du monde

Le fardeau du paludisme sur les économies des pays où le paludisme est endémique

L'impact du paludisme sur la croissance économique, la productivité du travail, les dépenses de santé et la stabilité financière globale en Afrique est considérable. De nombreuses études ont quantifié et démontré le fardeau économique du paludisme sur les pays touchés, la région africaine et l'économie mondiale dans son ensemble.¹² Le paludisme réduit considérablement la croissance du PIB, freine les investissements, perturbe le secteur touristique et affaiblit le développement du capital humain.

Le paludisme réduit la croissance du PIB jusqu'à 1,3 % par personne et par an, même après prise en compte d'autres facteurs sociaux et économiques. Le revenu par habitant dans les pays où le paludisme est endémique est en moyenne 70 % inférieur à celui des pays non touchés par la maladie.¹³ À l'inverse, même une réduction modeste de la maladie peut générer des avantages économiques quantifiables. Une baisse de 10 % de l'incidence du paludisme est liée à une augmentation de 0,11 % de la croissance du PIB par habitant et par an.¹⁴ Cela signifie que même une réduction relativement faible des taux de paludisme stimule sensiblement les économies. Une lutte à grande échelle pourrait générer des gains considérables pour les pays fortement touchés. Une modélisation de l'OMS publiée en 2023 estime que si la lutte contre le paludisme atteint les objectifs mondiaux de 2030, 26 pays fortement touchés pourraient collectivement gagner 152 milliards de \$ US en termes de PIB, soit environ 0,17 % de leur PIB total.¹⁵

Au niveau microéconomique, le paludisme aggrave la pauvreté et l'insécurité alimentaire en contribuant à un absentéisme élevé et à une baisse de productivité, notamment dans le secteur agricole. Les coûts économiques directs et indirects du paludisme pèsent sur les systèmes de santé, augmentent les dépenses des ménages et aggravent l'instabilité financière des populations touchées, perpétuant ainsi les cycles de pauvreté.¹⁶

L'impact prévisionnel d'une résurgence du paludisme sur un paysage économique déjà fragile

Une résurgence du paludisme aujourd'hui et dans les années à venir menace de compromettre les progrès accomplis par la communauté internationale au cours du dernier quart de siècle et aggraverait les défis économiques auxquels les pays où le paludisme est endémique sont déjà confrontés. Les perspectives de croissance de l'Afrique se sont renforcées ces dernières années et ses performances économiques se sont améliorées en 2024, le PIB réel ayant progressé de 3,3 % et 54 % des pays enregistrant une croissance positive.¹⁷

Cette croissance est toutefois fragile, les économies étant soumises à des pressions liées à l'inflation, à la dépréciation monétaire, au coût élevé du service de la dette et à la fragmentation géopolitique. Les bouleversements des politiques commerciales des principales économies transforment le commerce mondial et ont des conséquences considérables. La Banque africaine de développement prévient que les guerres douanières et commerciales éroderont la vigueur croissante des économies africaines plus que dans d'autres régions. Les prévisions de croissance pour 2026 ont déjà été réduites de 0,4 % par rapport aux estimations de février.¹⁸

Dans ce contexte économique de plus en plus fragile, l'ampleur de l'augmentation des cas de paludisme et des décès liés à la maladie a des implications importantes pour les économies des pays où cette dernière est endémique. Cette section du rapport examinera ces implications à travers quatre scénarios concernant le PIB africain, le potentiel de revenus futurs, ainsi que les exportations dans la région africaine et plus particulièrement avec les pays du G7.

LE PRIX DU RETRAIT : DES MILLIARDS DE \$ EN MOINS POUR LE PIB DE DEMAIN



2025-2030

Impact prévisionnel du paludisme sur la croissance du PIB en Afrique

Tableau 2

Prévisions de l'impact du paludisme sur le PIB (Afrique sub-saharienne)			
2025-2030			
PIB prévisionnel			
Scénario	Estimations (\$ US)	+/- par rapport au plafonnement	+/- par rapport au plafonnement
1. Plafonnement	13.56 billions		
2. Réduction de 20% du Fonds global	13.55 billions	-5.14 milliard	-0.04%
3. Pas de prévention	13.47 billions	-83.00 milliard	-0.61%
4. Objectifs STM	13.79 billions	+231.14 milliard	+1.71%
2025-2040			
Projected GDP			
Scénario	Estimations (\$ US)	+/- par rapport au plafonnement	+/- par rapport au plafonnement
1. Plafonnement	44.53 billions		
2. Réduction de 20% du Fonds global	44.50 billions	-30.18 billion	-0.07%
3. Pas de prévention	44.13 billions	-401.86 milliard	-0.90%
4. Objectifs STM	47.06 billions	+2.53 billions	+5.68%

Les modélisations indiquent qu'avec l'augmentation des cas de paludisme et des décès, si le financement stagne ou diminue, la région risque de perdre des milliards de \$ US de PIB en quelques années seulement. Une réduction de 20 % des niveaux précédents de reconstitution des ressources du Fonds mondial (achevés lors du 7e cycle de reconstitution) entraînerait une perte de 5,14 milliards de \$ US de PIB d'ici à 2030. Dans le pire des cas, avec un financement si faible que toutes les interventions de prévention seraient interrompues, on prévoit une augmentation par rapport aux niveaux actuels de 525 millions de cas et de 990 000 décès, entraînant une baisse du PIB africain de 83 milliards de \$ US. En revanche, si les objectifs de la STM sont atteints, y compris la reconstitution intégrale des ressources du Fonds mondial, entre 2025 et 2030, on dénombrait 865 millions de cas et 1,86 million de décès de moins, par rapport à une stagnation du financement du Fonds mondial, ce qui se traduirait par un gain de plus de 230 milliards de \$ US pour le PIB africain sur la même période.

L'extrapolation de ces projections sur une période de 15 ans jusqu'en 2040 illustre l'effet cumulatif à long terme des variations de financement. D'ici à 2040, une réduction de 20 % de la reconstitution des ressources du Fonds mondial entraînerait une baisse du PIB africain de 30 milliards de \$ US. Dans le pire scénario où le monde renoncerait à la lutte contre le paludisme et où les pays ne pourraient pas mettre en œuvre d'interventions préventives, l'Afrique subirait un coût de 402 milliards de \$ US.

« Lorsque le paludisme frappe, les gens s'absentent de leur travail. Lorsque les gens s'absentent de leur travail, la productivité chute. Et lorsque la productivité chute, les profits font de même. Une seule maladie peut isoler un travailleur pendant plusieurs jours. Cela représente une perte de production, une perte de revenus pour les familles et une perte de profits pour les entreprises. Investir dans la lutte contre le paludisme, c'est investir dans les personnes, la croissance, l'innovation et la résilience – un engagement qu'Ecobank promeut à travers l'Initiative Zéro Palu pour le Leadership des Entreprises. »

— Elisa Desbordes, PDG, Fondation Ecobank

Impact prévisionnel du paludisme sur les pertes de revenus futures

Tableau 3

Impact prévisionnel du paludisme sur les pertes de revenus futures (Afrique sub-saharienne)			
2025-2030			
Pertes de revenus à venir prévisionnelles			
Scénario	Estimations (\$ US)	+/- par rapport au plafonnement	+/- par rapport au plafonnement
1. Plafonnement	65.17 milliards		
2. Réduction de 20% du Fonds global	66.48 milliards	+1.32 milliard	+2.02%
3. Pas de prévention	84.90 milliards	+19.73 milliards	+30.28%
4. Objectifs STM	31.00 milliards	-34.17 milliards	-52.43%
2025 - 2040			
Pertes de revenus à venir prévisionnelles			
Scénario	Estimations (\$ US)	+/- par rapport au plafonnement	+/- par rapport au plafonnement
1. Plafonnement	219.14 milliards		
2. Réduction de 20% du Fonds global	224.82 milliards	+5.68 milliards	+2.60%
3. Pas de prévention	301.24 milliards	+82.10 milliards	+37.47%
4. Objectifs STM	47.77 milliards	-171.37 milliards	-78.20%

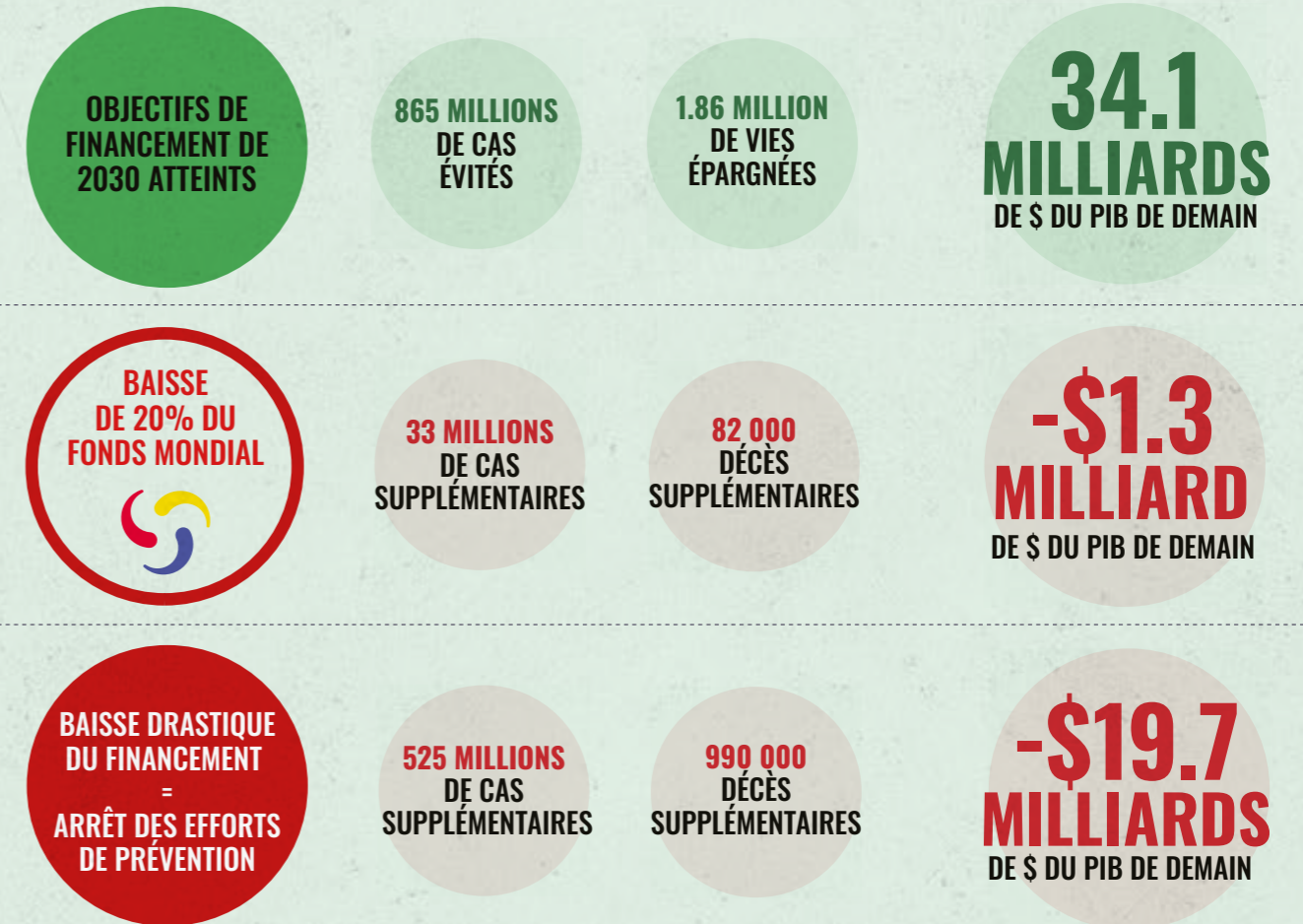
Les modélisations indiquent qu'une réduction de 20 % du financement du Fonds mondial devrait coûter à l'économie africaine 1,3 milliard de \$ US de revenus potentiels entre 2025 et 2030. Cette baisse résulterait des perturbations de la réussite scolaire dues aux absences des écoliers et étudiants, ainsi que du grand nombre d'enfants qui perdraient la vie et n'auraient jamais la possibilité de réaliser pleinement leur potentiel.

Dans le pire des cas, où les efforts de prévention seraient totalement vains, l'absentéisme scolaire pourrait augmenter considérablement dans les pays africains fortement touchés. Cela perturberait non seulement l'apprentissage à court terme, mais compromettrait également la formation du capital humain à long terme, limitant les perspectives d'emploi et les revenus futurs des enfants concernés. La perte de revenus prévue pour les enfants en âge d'être scolarisés s'élèverait à 19,7 milliards de \$ US.

En revanche, si les objectifs de la STM sont atteints d'ici à 2030, le montant des pertes de revenus futurs diminuera de 34,2 milliards de \$ US sur cinq ans, réduisant ainsi l'impact de ces pertes de plus de 50 % par rapport au scénario de stagnation. Ce scénario reflète les avantages économiques considérables d'un investissement soutenu dans la lutte contre le paludisme afin de préserver la croissance économique et le développement futurs de la région.

Ces projections ne mettent pas seulement en évidence les pertes financières : elles représentent une diminution des opportunités et de la productivité de la prochaine génération. Les enfants atteints du paludisme manquent l'école et sont plus susceptibles de rater par conséquent des étapes clés de leur scolarité. Les effets à long terme du paludisme sur la santé peuvent altérer le développement cognitif et l'apprentissage des enfants en âge d'être scolarisés, entraînant des lacunes importantes en matière de connaissances et une baisse de productivité de la population active.¹⁹

LES DIRIGEANTS DOIVENT INVESTIR DANS LA GÉNÉRATION DE DEMAIN ET LA POPULATION ACTIVE DE L'AFRIQUE



2025-2030

Protéger les enfants contre le paludisme, c'est ainsi non seulement sauver des vies, mais aussi préserver le capital humain de l'Afrique à long terme, garantir une main-d'œuvre en meilleure santé et mieux formée, et jeter les bases d'un développement économique et social durable.

Projections à l'horizon 2040

L'extrapolation de ces projections sur une période de 15 ans jusqu'en 2040 montre comment un sous-financement persistant, et donc une augmentation continue des cas de paludisme et des décès, continueront d'avoir un impact négatif sur le potentiel de revenus futurs dans la région, avec une perte potentielle de 5,7 milliards de \$ US de revenus futurs due à une réduction soutenue de 20 % du financement du Fonds mondial. L'impact à long terme de l'absence d'interventions de prévention du paludisme entraînerait une perte de revenus futurs de 82 milliards de \$ US sur la même période.

Étude de cas : Paludisme et éducation

Filette – Quand le paludisme coûte plus cher que la santé

Pour Filette, 15 ans, le paludisme a entraîné une perte de journées d'école, de revenus et d'opportunités affectant la jeune fille ainsi que sa famille.

« Lorsque j'ai attrapé le paludisme pendant les examens, je devais étudier trois matières en même temps et je n'arrivais pas à me concentrer », explique-t-elle. « Ma mère ne pouvait pas aller travailler car elle devait s'occuper de moi, ce qui nous a également fait perdre des revenus. Le paludisme ne rend pas seulement les enfants malades ; il freine les familles et détruit notre avenir. »

Pour la mère de Filette, rester à la maison signifiait perdre le revenu quotidien dont sa famille dépend. Pour Filette, manquer l'école signifiait prendre du retard dans ses études, rendant potentiellement plus difficile l'obtention d'un bon emploi et la création de revenus suffisants pour subvenir à ses besoins.

Comme pour de nombreuses familles de sa communauté, une seule maladie a entraîné des journées de travail perdues, des absences en cours et des soucis financiers. L'impact du paludisme s'étend bien au-delà des murs de la clinique. Chaque cas coûte du temps, du potentiel d'apprentissage et des revenus, freinant les familles et maintenant les communautés dans la pauvreté.

Dans le quartier de Filette, certains enfants n'arrivent pas à temps à l'hôpital. Elle a constaté avec quelle facilité le paludisme peut devenir mortel, mais elle rêve aussi de ce que serait la vie sans lui.

« Si le paludisme disparaissait, nous serions heureux », dit-elle. « Nous irions à l'école, nous jouerions et nous n'aurions pas peur. »

Son message aux dirigeants est simple et urgent :

« Je suis une survivante du paludisme. Agissez pour qu'aucun enfant ne manque l'école ou ne perde son avenir à cause du paludisme. »



Filette a été contrainte de rater l'école lorsqu'elle est tombée malade du paludisme, sa mère devant en plus manquer le travail pour s'occuper d'elle.
Jean-Luc Photography / Malaria No More UK



Impact prévisionnel du paludisme sur les recettes d'exportation de la région Afrique

Tableau 4

Impact prévisionnel du paludisme sur les recettes d'exportation (Afrique sub-saharienne)			
2025-2030			
Recettes d'exportation prévisionnelles			
Scénario	Estimations (\$ US)	+/- par rapport au plafonnement	+/- par rapport au plafonnement
1. Plafonnement	3.06 billions		
2. Réduction de 20% du Fonds global	3.06 billions	-1.11 milliard	-0.04%
3. Pas de prévention	3.05 billions	-16.23 milliards	-0.53%
4. Objectifs STM	3.11 billions	+49.82 milliards	+1.63%
2025 - 2040			
Recettes d'exportation prévisionnelles			
Scénario	Estimations (\$ US)	+/- par rapport au plafonnement	+/- par rapport au plafonnement
1. Plafonnement	10.02 billions		
2. Réduction de 20% du Fonds global	10.01 billions	-6.51 milliards	-0.07%
3. Pas de prévention	9.94 billions	-76.66 milliards	-0.77%
4. Objectifs STM	10.56 billions	+545.36 milliards	+5.45%

La situation des efforts de lutte et d'élimination du paludisme a des implications importantes pour les exportations de l'Afrique. La croissance économique découlant de l'augmentation des exportations devrait générer des financements nécessaires à la lutte contre le paludisme. Parallèlement, la progression du paludisme freinerait les entreprises dans leurs objectifs d'augmentation des exportations et priverait ainsi les finances publiques de précieuses recettes.

Une réduction de 20 % du soutien du Fonds mondial entraînerait une perte de 1,1 milliard de \$ US de recettes d'exportation et, dans le pire des cas, en cas d'effondrement des interventions de prévention, la région pourrait perdre plus de 16,2 milliards de \$ US sur la même période.

À l'inverse, la satisfaction des besoins mondiaux en ressources décrits dans la STM, y compris une reconstitution intégrale des ressources du Fonds mondial, pourrait générer un gain de près de 50 milliards de \$ US de recettes d'exportation pour l'économie africaine entre 2025 et 2030, ce qui souligne davantage l'impact négatif du paludisme sur la compétitivité et la croissance économiques de la région.

Projections à l'horizon 2040

À plus long terme, le sous-financement persistant et l'augmentation continue des cas de paludisme et des décès liés à ce fléau continueront de freiner les recettes d'exportation dans la région, avec une perte de 6,5 milliards de \$ US due à une réduction durable de 20 % du financement du Fonds mondial. L'impact à long terme de l'absence d'interventions de prévention du paludisme entraînerait une perte de 76,7 milliards de \$ US de recettes d'exportation sur la même période.

L'EFFET D'ENTRAÎNEMENT ÉCONOMIQUE SUR LES RECETTES D'EXPORTATION VERS LE G7



2025-2030



Un chantier naval à Dar Es Salaam, Tanzanie. Adobe stock images

Impact prévisionnel du paludisme sur le commerce bilatéral avec les partenaires du G7

Globalement, les pays du G7 représentent 20,67 % du total des recettes d'exportation de l'Afrique subsaharienne.

Sur la période 2025-2030, les recettes d'exportation combinées des pays du G7 s'élèveraient à 633 milliards de \$ US en cas de stagnation du financement du Fonds mondial et diminueraient de 229 millions de \$ US en cas de réduction de 20 % de ce financement.

Dans le pire des cas, sans mesures de prévention, les recettes d'exportation totales des pays du G7 diminueraient de 3,4 milliards de \$ US sur la même période. Si les objectifs de la STM sont atteints, les recettes d'exportation du G7 augmenteraient de 10,3 milliards de \$ US par rapport au scénario de stagnation du financement du Fonds mondial.

Les États-Unis (5,24 %), le Royaume-Uni (3 %) et l'Allemagne (2,9 %) sont les trois principaux marchés d'exportation du G7 pour l'Afrique subsaharienne.

- **États-Unis** : L'augmentation des cas de paludisme et des décès due à une réduction de 20 % du financement du Fonds mondial coûterait à la région africaine 38 millions de \$ US en recettes d'exportation vers les États-Unis. Dans le pire des cas, sans intervention de prévention, la baisse serait de 850 millions de \$ US. À l'inverse, si les objectifs de la STM sont atteints, les recettes d'exportation vers les États-Unis généreraient un gain de 2,6 milliards de \$ US.
- **Royaume-Uni** : L'augmentation des cas de paludisme et des décès due à une réduction de 20 % du financement du Fonds mondial coûterait à la région africaine 33,3 millions de \$ US en recettes d'exportation vers le Royaume-Uni. Dans le pire des cas, sans

intervention de prévention, la baisse serait de 486,9 millions de \$ US. À l'inverse, si les objectifs de la STM sont atteints, les recettes d'exportation vers le Royaume-Uni généreraient un gain de 1,5 milliard de \$ US.

- **Allemagne** : L'augmentation des cas de paludisme et des décès due à une réduction de 20 % du financement du Fonds mondial coûterait à la région africaine 32,2 millions de \$ US en recettes d'exportation vers l'Allemagne. Dans le pire des cas, sans intervention de prévention, la baisse serait de 470,7 millions de \$ US. À l'inverse, si les objectifs de la STM sont atteints, les recettes d'exportation vers l'Allemagne généreraient un gain de 1,4 milliard de \$ US.

Projections à l'horizon 2040

L'extrapolation de ces projections sur une période de 15 ans jusqu'en 2040 illustre l'impact à long terme si les niveaux de financement restent inchangés, avec une perte de 1,3 milliard de \$ US sur les recettes d'exportation des pays du G7 si la réduction de 20 % du financement du Fonds mondial se maintient au même niveau au cours des 15 prochaines années. L'impact à long terme de l'absence d'interventions de prévention du paludisme entraînerait une perte de plus de 15,8 milliards de \$ US sur les recettes d'exportation de l'Afrique vers les pays du G7.

COUPE BUDGÉTAIRE DRASTIQUE ET ARRÊT DES EFFORTS DE PRÉVENTION

-\$3.4 milliards

2025-2030

OBJECTIFS DE FINANCEMENT DE 2030 ATTEINTS

\$10.3 milliards

-\$15.84 milliards

2025-2040

\$112.73 milliards

PERTES DE REVENUS LIÉS À L'EXPORTATION
SI NOUS N'INVESTISSONS PAS DANS LA LUTTE
CONTRE LE PALUDISME DÈS MAINTENANT

GAINS DE REVENUS LIÉS À L'EXPORTATION
SI NOUS REMETTONS LA LUTTE CONTRE LE
PALUDISME SUR LA BONNE VOIE


Impact prévisionnel du paludisme sur la croissance du PIB africain dans huit pays hautement prioritaires

BURKINA FASO 

Réduction de 20% du Fonds global **-\$57.84 millions**

Pas de prévention **-\$1.30 milliards**


Objectifs de financement 2030 atteints **+\$2.60 milliards**

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO 

Réduction de 20% du Fonds global **-\$247.21 millions**

Pas de prévention **-\$2.57 milliards**


Objectifs de financement 2030 atteints **+\$11.18 milliards**

GHANA 

Réduction de 20% du Fonds mondial **-\$231.48 millions**

Pas de prévention **-\$2.34 milliards**

Objectifs de financement 2030 atteints **+\$10.40 milliards**

KENYA 

Réduction de 20% du Fonds mondial **-\$348.01 millions**

Pas de prévention **-\$4.85 milliards**


Objectifs de financement 2030 atteints **+\$15.67 milliards**

MOZAMBIQUE 

Réduction de 20% du Fonds mondial **-\$66.88 millions**

Pas de prévention **-\$735.85 millions**

Objectifs de financement 2030 atteints **+\$3.01 milliards**

NIGÉRIA 

Réduction de 20% du Fonds mondial **-\$1.03 milliards**

Pas de prévention **-\$15.58 milliards**


Objectifs de financement 2030 atteints **+\$46.38 milliards**

OUGANDA 

Réduction de 20% du Fonds mondial **-\$154.84 millions**

Pas de prévention **-\$1.76 milliards**

Objectifs de financement 2030 atteints **+\$6.98 milliards**

ZAMBIE 

Réduction de 20% du Fonds mondial **-\$87.78 millions**

Pas de prévention **-\$1.16 milliards**

Objectifs de financement 2030 atteints **+\$3.96 milliards**



Section 2

Comprendre l'impact de la résurgence du paludisme sur les principaux secteurs industriels

Cette analyse se concentre sur trois secteurs – le tourisme, l'agriculture et l'industrie minière – afin d'explorer les différents impacts potentiels d'une résurgence du paludisme dans les pays africains où ce dernier est endémique. Le tourisme, l'agriculture et l'industrie minière sont des piliers de nombreuses économies africaines, d'importantes sources d'emploi et des contributeurs significatifs aux recettes d'exportation et aux chaînes d'approvisionnement mondiales. Ce sont également des secteurs très vulnérables aux chocs sanitaires : les épidémies de paludisme réduisent la productivité de la main-d'œuvre, perturbent les activités et découragent les investissements et les voyages.

Agriculture

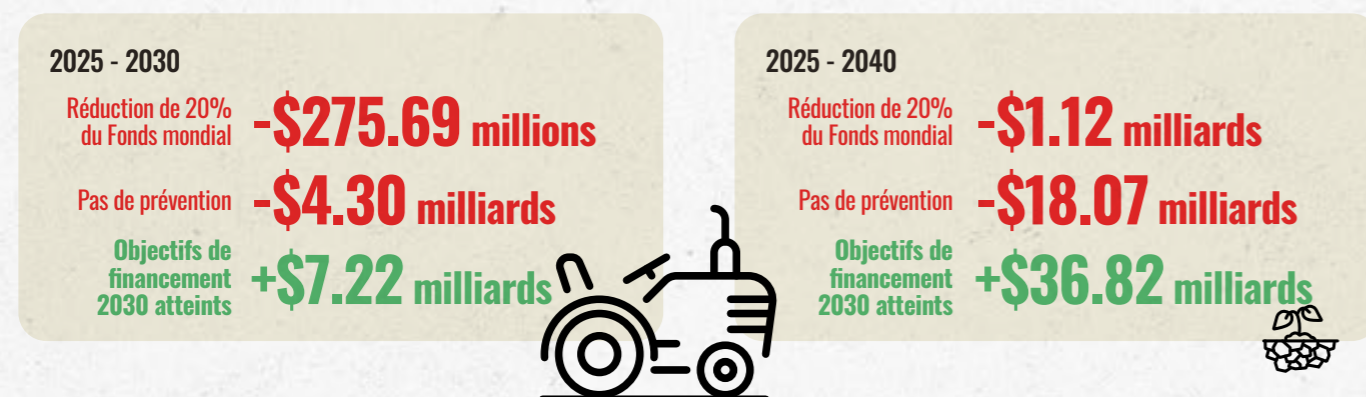
L'agriculture est l'un des secteurs économiques les plus importants d'Afrique.²⁰ Elle emploie environ les deux tiers de la population active du continent et contribue en moyenne, pour chaque pays, à 30 à 60 % du PIB et à environ 30 % de la valeur des exportations.^{21,22} Les gouvernements du continent investissent des milliards de \$ US dans l'amélioration et l'innovation agricoles, les chefs d'État et de gouvernement africains s'engageant à consacrer au moins 10 % de leur budget national à l'agriculture.²³

Le paludisme affecte considérablement le secteur agricole des pays où ce dernier est endémique en Afrique. L'emploi agricole est intrinsèquement lié aux zones rurales, où la prévalence des eaux stagnantes, combinée au besoin d'irrigation, met les travailleurs et les communautés en danger. La prévalence du paludisme chez les enfants est plus élevée en milieu rural qu'en milieu urbain, les enfants des zones rurales étant quatre fois plus susceptibles d'être infectés.²⁴ De ce fait, les travailleurs agricoles doivent s'absenter du travail non seulement pour se soigner, mais aussi pour s'occuper de leurs enfants, ce qui constitue une préoccupation majeure pour la productivité agricole.

La plupart des travailleurs du secteur agricole sont rémunérés en fonction de leur production, ce qui signifie que les frais médicaux engagés pendant le traitement et les pertes de revenus contribuent aux coûts économiques de la maladie chez les individus. En période de forte exposition aux moustiques vecteurs du paludisme, les agriculteurs et les ouvriers agricoles deviennent souvent inaptes au travail, ce qui entraîne une baisse de la productivité agricole, impactant directement la sécurité alimentaire et les économies des zones rurales.²⁵

Notre modélisation explore l'impact du paludisme sur le secteur agricole en Afrique, en examinant la manière dont l'augmentation ou la diminution de l'incidence de la maladie, selon différents scénarios de financement, se traduira par des pertes ou des gains de productivité.

Impact prévisionnel du paludisme sur le secteur agricole



La modélisation illustre l'impact que l'évolution de l'incidence du paludisme et de la mortalité peut avoir sur un secteur déjà vulnérable et essentiel au développement économique de l'Afrique. En effet, une baisse de productivité agricole de plus de 276 millions de \$ US est prévue si les ressources du Fonds mondial diminuent de 20 % d'ici à 2030.

Au-delà des seules contributions du Fonds mondial, le scénario catastrophe, qui suppose un effondrement des efforts de prévention, entraînerait une perte de productivité agricole de 4,3 milliards de \$ US d'ici à 2030.

À l'inverse, si le Fonds mondial est entièrement reconstitué et que les engagements de financement plus larges pris au titre de la Stratégie technique mondiale sont respectés, le secteur agricole pourrait dégager plus de 7 milliards de \$ US de gains de productivité entre 2025 et 2030.

Une résurgence du paludisme entraînerait des coûts financiers considérables pour le secteur agricole, privant les économies rurales de milliards de \$ US et compromettant la productivité au cœur de nombreux pays africains. Pour les communautés agricoles, cela se traduirait par une perte de revenus, une sécurité alimentaire réduite et une aggravation des cycles de pauvreté, tandis que pour les entreprises agroalimentaires, cela se traduirait par un affaiblissement des chaînes d'approvisionnement, une baisse de la production et une hausse des coûts.

Projections à l'horizon 2040

À plus long terme, le sous-financement persistant et l'augmentation continue des cas de paludisme et des décès liés à ce fléau continueront d'entraîner des pertes de productivité encore plus importantes dans le secteur agricole, avec plus de 1,2 milliard de \$ US de pertes de productivité si une réduction de 20 % des financements actuels du Fonds mondial est maintenue jusqu'en 2040. L'impact à long terme de l'absence d'interventions de prévention du paludisme entraînerait une augmentation de la perte de productivité de 18 milliards de \$ US pour le seul secteur agricole.



Des fermiers récoltent du manioc dans un champ en Ouganda. Adobe Stock Images

Étude de cas : Zambia Sugar

De la crise du paludisme à zéro cas — et pourquoi un partenariat global est important

En 2000, la santé économique de Zambia Sugar était florissante, ce qui n'était pas le cas de celle de son personnel. Au plus fort de la crise du paludisme dans le pays, un employé sur cinq contractait la maladie pendant la haute saison ; les cliniques étaient débordées ; les professionnels qualifiés évitaient les postes ruraux ; et des services entiers interrompaient leurs activités pour les funérailles qui se succédaient, perdant ainsi plusieurs jours de travail à la fois.

« Nous perdions des millions de \$ US. Le paludisme ne tuait pas seulement des gens. Il annihilait les profits. »

Ackson Tembo, Directeur des affaires commerciales

Face à la flambée des coûts et aux perturbations croissantes, Zambia Sugar a décidé d'agir. L'entreprise a lancé son propre programme de lutte contre le paludisme : pulvérisation massive à l'intérieur des habitations, distribution universelle de moustiquaires, suivi des cas et dépistage médical pour plus de 5 000 travailleurs migrants saisonniers arrivant chaque année de zones à haut risque.

En 2024, l'entreprise a atteint un objectif autrefois considéré comme impossible : zéro cas de paludisme sur son exploitation.

Mais ces progrès sont fragiles.

« *Chaque année, nous comptons sur les systèmes nationaux pour nous soutenir en dépistant et en traitant les patients avant leur arrivée* », explique Tembo. « *Ceci est rendu possible grâce au Fonds mondial. Si ce financement s'effondre, l'absence de paludisme dans notre entreprise ne durera pas.* »

Zambia Sugar contribue à environ 4 % du PIB de la Zambie. Elle exporte du sucre dans toute la région, soutient les petits producteurs locaux et maintient des milliers d'emplois. Une résurgence du paludisme, provoquée par des coupes budgétaires dans les programmes nationaux de prévention, aurait des répercussions bien au-delà de la plantation. Elle perturberait non seulement l'agriculture, mais aussi le commerce, l'éducation et l'économie en général.

« *Nous sommes la preuve que la lutte contre le paludisme est bonne pour les affaires* », déclare Tembo. « *Mais aucune entreprise ne peut y parvenir seule. Le Fonds mondial est un élément essentiel de notre infrastructure économique. Si nous le savons, nous en paierons tous le prix.* »

Une responsabilité partagée

L'expérience de Zambia Sugar nous rappelle avec force que la lutte contre le paludisme n'est pas seulement une priorité sanitaire : c'est une stratégie économique.

Pour que le Fonds mondial puisse continuer à protéger les vies et les moyens de subsistance, il doit être pleinement financé, grâce à l'engagement collectif des gouvernements africains, des pays donateurs du G7 et du secteur privé. Seul un investissement partagé permettra de pérenniser les acquis, d'empêcher une résurgence et de protéger les moteurs économiques du continent.



Une mère et son bébé se font dépister du paludisme dans la campagne ougandaise. Zahara Abdul/Malaria No More UK

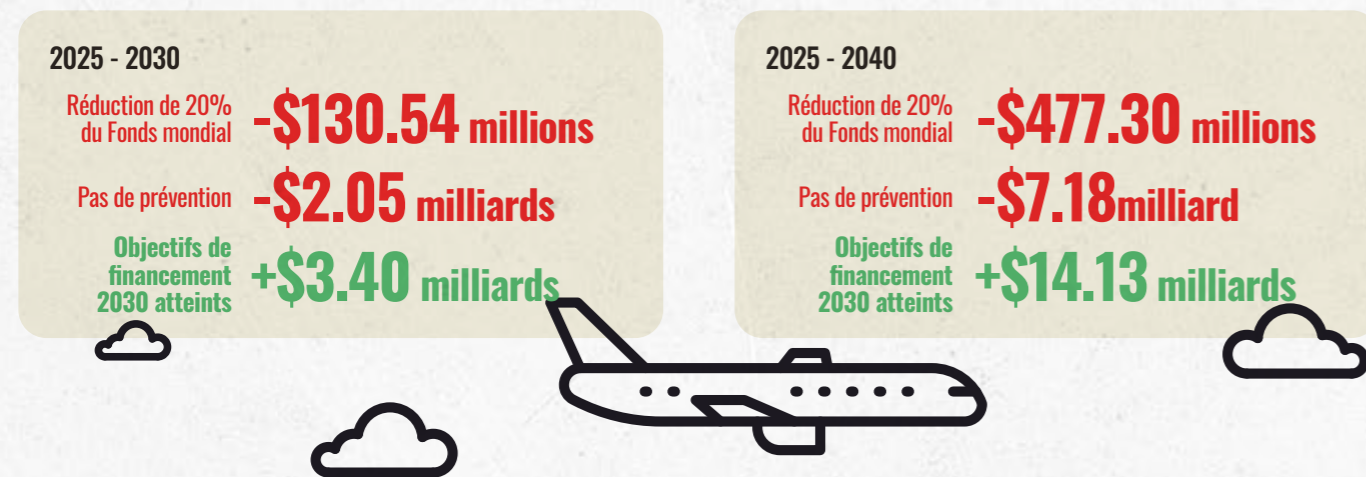
Tourisme

Le tourisme est de plus en plus reconnu comme un moteur majeur de la croissance du PIB et du développement sectoriel en Afrique. Au cours de la prochaine décennie, le secteur devrait croître de 5,1 % par an, soit près de deux fois plus vite que l'économie dans son ensemble, et créer 12,7 millions d'emplois.²⁶

Des recherches montrent que le paludisme a un impact significatif sur le tourisme global.²⁷ Le risque de paludisme peut décourager le tourisme en Afrique, réduisant le nombre de visiteurs et les recettes en devises. Les pays à risque de paludisme accueillent 47 % de touristes en moins que les pays où la maladie n'est pas endémique.²⁸

Notre modélisation explore l'impact prévisionnel du paludisme sur le secteur du tourisme en Afrique, sur la base de nos quatre scénarios de financement.

Impact prévisionnel du paludisme sur le secteur du tourisme



Les modélisations indiquent qu'une réduction de 20 % des ressources du Fonds mondial entraînerait une perte de revenus de 131 millions de \$ US pour le secteur du tourisme entre 2025 et 2030. Dans le pire des cas, où les efforts de prévention seraient totalement effondrés, le secteur pourrait perdre plus de 2 milliards de \$ US sur la même période.

En revanche, si les objectifs de la STM sont atteints grâce à une reconstitution intégrale des ressources du Fonds mondial et à un financement plus large, le secteur du tourisme pourrait générer près de 3,4 milliards de \$ US de revenus supplémentaires.

Projections à l'horizon 2040

À plus long terme, le sous-financement persistant et l'augmentation continue des cas de paludisme et des décès liés à cette maladie continueront d'avoir un impact négatif sur le secteur du tourisme, avec plus de 478 millions de dollars de pertes de revenus si une réduction de 20 % des niveaux actuels de financement du Fonds mondial est maintenue jusqu'en 2040. L'impact à long terme de l'absence des interventions de prévention contre le paludisme entraînerait une augmentation des pertes de revenus pour le secteur du tourisme de plus de 7 milliards de dollars.



Industrie minière

L'industrie minière – pétrole, gaz et mines – sont des piliers de nombreuses économies africaines. Les minéraux et les hydrocarbures représentent au moins un tiers des recettes d'exportation d'environ 60 % des pays du continent. Le Fonds monétaire international (FMI) classe 26 pays africains comme « riches en ressources »²⁹ et 42 sont considérés comme dépendants de leurs ressources naturelles.³⁰ Cette dépendance économique est souvent profonde :

- **Angola:** Le pétrole représentait environ 87 % des recettes d'exportation en 2022 (40 milliards de \$ US).³¹
- **République démocratique du Congo (RDC):** Le secteur minier a généré 46 % des recettes publiques et 99 % des exportations totales en 2021.³²
- **Nigéria :** Bien que le secteur n'ait contribué qu'à 8,6 % du PIB en 2021, il a été responsable de 75,5 % des exportations totales.³³
- **Botswana:** L'extraction de diamants a historiquement représenté environ 30 % du PIB et plus de 85 % des recettes d'exportation.³⁴

Les perspectives du secteur prévoient une activité soutenue et en expansion. L'Afrique détient 30 % des réserves minérales mondiales et pourrait capter plus de 12 % des 16 000 milliards de \$ US de revenus prévus provenant des minéraux nécessaires à la fabrication de batteries et aux technologies d'énergie renouvelable d'ici à 2050. Face à l'augmentation de la demande pour ces minéraux, de nouveaux projets miniers sont attendus dans les régions où le paludisme est endémique, soulignant la nécessité d'intégrer la lutte contre ce fléau aux stratégies de développement durable.

Si l'industrie minière est un moteur économique fondamental dans de nombreux pays africains, leurs zones d'activité se chevauchent fréquemment avec les régions à forte transmission du paludisme. La nature des projets miniers peut également exacerber le risque local de la maladie. Les puits miniers, les bassins de résidus et la construction de

routes peuvent créer des points d'eaux stagnantes, constituant des lieux de reproduction idéaux pour les moustiques transmetteurs du paludisme, tandis que l'afflux de travailleurs dans les zones à forte transmission peut amplifier la propagation de la maladie au sein de la main-d'œuvre et dans les communautés environnantes. Cette intersection crée des risques sanitaires et commerciaux importants, car le paludisme a un impact direct sur la productivité de la main-d'œuvre, augmente les coûts opérationnels et peut mettre à rude épreuve les relations communautaires.

Impact prévisionnel du paludisme sur le secteur minier

Des études de cas sur les investissements des entreprises minières, pétrolières & gazières soulignent l'impact et les risques importants associés au paludisme, qui entraîne des coûts directs pour les activités extractives, en raison de l'augmentation des dépenses de santé et de la perte de productivité. Les programmes de lutte ciblés ont démontré un excellent retour sur investissement.

- **AngloGold Ashanti, Ghana:** À la mine d'Obuasi, l'hôpital de l'entreprise traitait entre 6 500 et 7 000 cas de paludisme par mois parmi les mineurs et leurs familles (12 000 cas suspects supplémentaires étaient traités dans les établissements de santé publique de la communauté). L'entreprise estimait que le paludisme lui coûtait plus de 2,2 millions de \$ US par an (275 \$ US de 2009 par employé), dont environ 55 000 \$ US par mois pour les médicaments et les services de santé liés au paludisme (82 \$ US par employé et par an). Grâce à la mise en œuvre d'un programme intégré de lutte antipaludique comprenant la PID, les MILD et des diagnostics améliorés, le nombre de cas mensuels a chuté de 83 % à 1 150 et les frais médicaux ont diminué de 82 %, pour atteindre moins de 10 000 \$ US. Plus important encore, le nombre annuel de journées de travail perdues est passé de 84 000 (10,5 jours par employé) à seulement 3 400 (0,4 jour par employé).³⁵

- **Marathon Oil, Guinée équatoriale :** Un partenariat public-privé sur l'île de Bioko, fortement soutenu par Marathon Oil, a permis de réduire la prévalence du paludisme chez les enfants de 42 % à 18 % en quatre ans. Ce programme, qui comprenait la PID, des moustiquaires, des tests de diagnostic rapide (TDR) et un traitement préventif pour les femmes enceintes, a également contribué à une réduction de 64 % de la mortalité toutes causes confondues chez les enfants de moins de cinq ans, favorisant ainsi un environnement plus stable et plus sain pour les opérations pétrolières & gazières.³⁶
- **La Copper Belt de Zambie :** Des initiatives similaires menées par des sociétés minières en Zambie (par exemple, First Quantum Minerals, qui préside le Conseil multisectoriel zambien pour l'éradication du paludisme) ont démontré des ratios coûts-bénéfices très favorables. Une analyse des activités de Zambia Sugar, Mopani Copper Mines et Konkola Copper Mines a estimé que les dépenses consacrées par ces entreprises aux interventions de lutte contre le paludisme s'élevaient en moyenne à plus de 34 \$ US par employé et par an. Le financement par les entreprises des PID, des MILD et de la gestion intégrée des cas a permis de réduire l'absentéisme de 94 % et de réduire la charge de travail des cliniques d'entreprise, passant de 27 925 à 1 631 cas par an.³⁷

Le nombre d'employés de l'industrie minière dans les pays africains où le paludisme est endémique est difficile à quantifier. Cependant, on estime à 2,5 millions le nombre de travailleurs dans l'industrie minière formelle et de 13 à 21 millions le nombre de travailleurs informels dans le secteur minier artisanal et à petite échelle (EMAPE), à forte intensité de main-d'œuvre.^{38,39} En utilisant des données de référence ajustées de l'inflation, tirées de l'expérience des entreprises au Ghana et en Zambie, **le paludisme devrait coûter au secteur minier formel 1 milliard de \$ US par an, avec une perte supplémentaire de 0,7 à 1 milliard de \$ US parmi les travailleurs de l'EMAPE les plus vulnérables.**



Étude de cas : AngloGold Ashanti

Un partenariat puissant pour un changement systémique dans la lutte contre le paludisme au Ghana : le Programme de lutte contre le paludisme d'AngloGold Ashanti (AGAMal).

Une entreprise en crise

En 2004, AngloGold Ashanti (AGA) a identifié le paludisme comme la principale menace de santé publique pour ses activités en Afrique. Dans sa mine d'Obuasi, au Ghana, les cas de paludisme avaient un impact négatif sur la main-d'œuvre : l'hôpital de la mine enregistrait 6 800 cas de paludisme chez 8 000 travailleurs chaque mois.

En 2005, AGA a lancé le Programme de lutte contre le paludisme d'AngloGold Ashanti (AGAMal), un programme de lutte contre le paludisme s'attaquant au problème en intégrant les relations communautaires à sa stratégie, conscient que la lutte contre le paludisme ne réussirait que si les communautés environnantes étaient également protégées.

Ignatius Williams, responsable du suivi et de l'évaluation chez AGAMal, explique : « *Les dirigeants ont compris que le paludisme n'était pas seulement un problème de santé, mais une menace directe pour les mines. Outre les heures de travail perdues, l'entreprise a également subi un coût direct de 8 000 \$ US par mois pour le traitement du paludisme.* »

L'impact de l'action

Les premiers résultats ont été spectaculaires : deux ans après le lancement du programme, les cas de paludisme ont diminué de 74 %. L'absentéisme est passé de 7 500 jours par mois en 2005 à 300 jours par mois en 2009. En 2010, les cas de paludisme avaient diminué de 80 % et le programme avait permis d'éviter environ deux millions de cas.

Ignatius explique : « *Les cas de paludisme ont considérablement diminué, ce qui signifie que moins de personnes ont eu besoin d'un traitement et que le nombre de journées de travail perdues ont diminué. Une meilleure santé s'est également traduite par une meilleure assiduité scolaire et moins de perturbations dans l'éducation pour les familles du personnel et la communauté au sens large, ce qui favorise l'apprentissage et le développement du capital humain à long terme.* »

Développer le programme de lutte contre le paludisme pour un changement systémique

Forte de ces résultats impressionnants, AGAMal était impatiente d'étendre le programme afin d'atteindre davantage de personnes et de communautés, contribuant ainsi à la lutte contre le paludisme et à son élimination.

« *Il est crucial qu'AGAMal travaille en étroite collaboration avec le Programme national de lutte contre le paludisme du Ghana afin de s'aligner sur la politique nationale. Cette collaboration a permis à l'initiative de s'étendre au-delà de la mine. Grâce à une subvention du Fonds mondial sur cinq ans, AGAMal s'est étendu à 40 districts et à plus de 10 millions de personnes.* »

Le pouvoir des partenariats stratégiques

Cela démontre ce qu'il est possible de réaliser grâce à des partenariats stratégiques et à des investissements : des millions de vies sauvées, une stabilité économique, des systèmes de santé plus solides et une réelle dynamique en faveur de l'élimination du paludisme.

« *L'alignement des politiques et le financement du Fonds mondial ont transformé AGAMal, passant d'une initiative de responsabilité sociale d'entreprise à un programme national de lutte contre le paludisme d'envergure. Le Fonds mondial continue de jouer un rôle essentiel pour garantir qu'aucune population ni aucune communauté ne soit laissée pour compte.* »

Un rappel judicieux

« *Pour les chefs d'entreprise et les décideurs politiques, la lutte contre le paludisme ne se limite pas à une dépense du secteur de la santé. Les choses sont bien plus complexes que cela : il s'agit d'investir dans le capital humain, la stabilité économique et la croissance de la communauté en général.* »

Alors que le Fonds mondial approche de son huitième cycle de reconstitution des ressources, ceci nous rappelle avec force qu'investir dans la lutte contre le paludisme permet non seulement de sauver des vies, mais aussi de soutenir les moyens de subsistance et de renforcer la croissance des économies.



Section 3

Comprendre l'impact de la résurgence du paludisme sur le secteur de la santé

La forte prévalence du paludisme accroît la demande de services ambulatoires et hospitaliers, mettant à rude épreuve les établissements de santé et détournant les ressources du système de santé d'autres services hospitaliers essentiels. Ce fardeau se traduit non seulement par des coûts pour le système de santé, mais aussi par des dépenses personnelles pour les patients, telles que les médicaments, le transport et la perte de productivité.⁴⁰

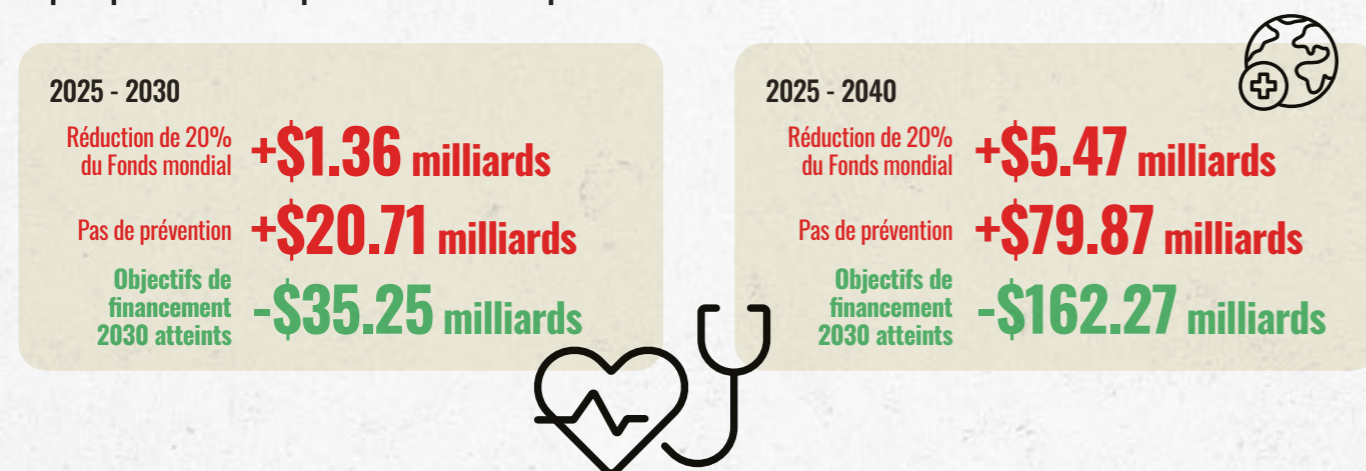
Alors que l'appétit et la dynamique en faveur de la souveraineté sanitaire de l'Afrique se renforcent, la hausse des taux de paludisme dissuaderait les gouvernements africains de se détourner de l'aide étrangère au profit d'une prise en charge intégrale de leurs budgets de santé.⁴¹ Si le paludisme continue d'épuiser les systèmes de santé, il engloutit des ressources précieuses qui pourraient être mieux utilisées ailleurs : en construisant des infrastructures sanitaires pour soutenir des systèmes de santé solides ou en finançant la recherche pour lutter contre les maladies auxquelles les populations seront confrontées au cours des prochaines décennies.

Le Fonds mondial partage l'ambition des dirigeants africains de renforcer les capacités nationales et travaille en étroite collaboration avec les gouvernements pour garantir que le soutien au renforcement des systèmes de santé soit intégré à tous les investissements. Les gouvernements africains ont reconnu que le renforcement de la gouvernance nationale des dépenses de santé permettrait de réaliser des gains d'efficacité et d'optimiser l'utilisation des ressources, deux éléments essentiels pour accélérer la transition vers une plus grande appropriation nationale de la santé. Cette ambition renouvelée souligne pourquoi investir dès maintenant pour éliminer le paludisme, avant qu'il ne prenne des proportions incontrôlables et n'engloutisse davantage les potentiels nationaux, doit être perçu comme une opportunité majeure par tous.^{42,43}

Le paludisme représente une part importante des dépenses publiques de santé. Dans les pays où le paludisme est endémique, la lutte et le traitement absorbent une part importante des budgets de santé nationaux et privent ces derniers d'investissements majeurs dans d'autres domaines de santé essentiels. Des frais élevés à la charge des patients peuvent se traduire par des dépenses de santé catastrophiques pour les personnes et leurs familles, les plongeant davantage dans la pauvreté et fragilisant davantage l'économie dans son ensemble.⁴⁴

Les coûts indirects comprennent les pertes de production dues aux maladies et aux décès. La perte de main-d'œuvre adulte et la mortalité des nourrissons et des enfants ont un impact économique à long terme sur les familles et les communautés.⁴⁵

Impact prévisionnel du paludisme sur les dépenses du secteur de la santé



Le paludisme représente un fardeau massif et croissant pour les systèmes de santé africains. Le coût des diagnostics et des traitements du paludisme augmenterait de 1,36 milliard de \$ US entre 2025 et 2030 si le financement du Fonds mondial était réduit de 20 %.

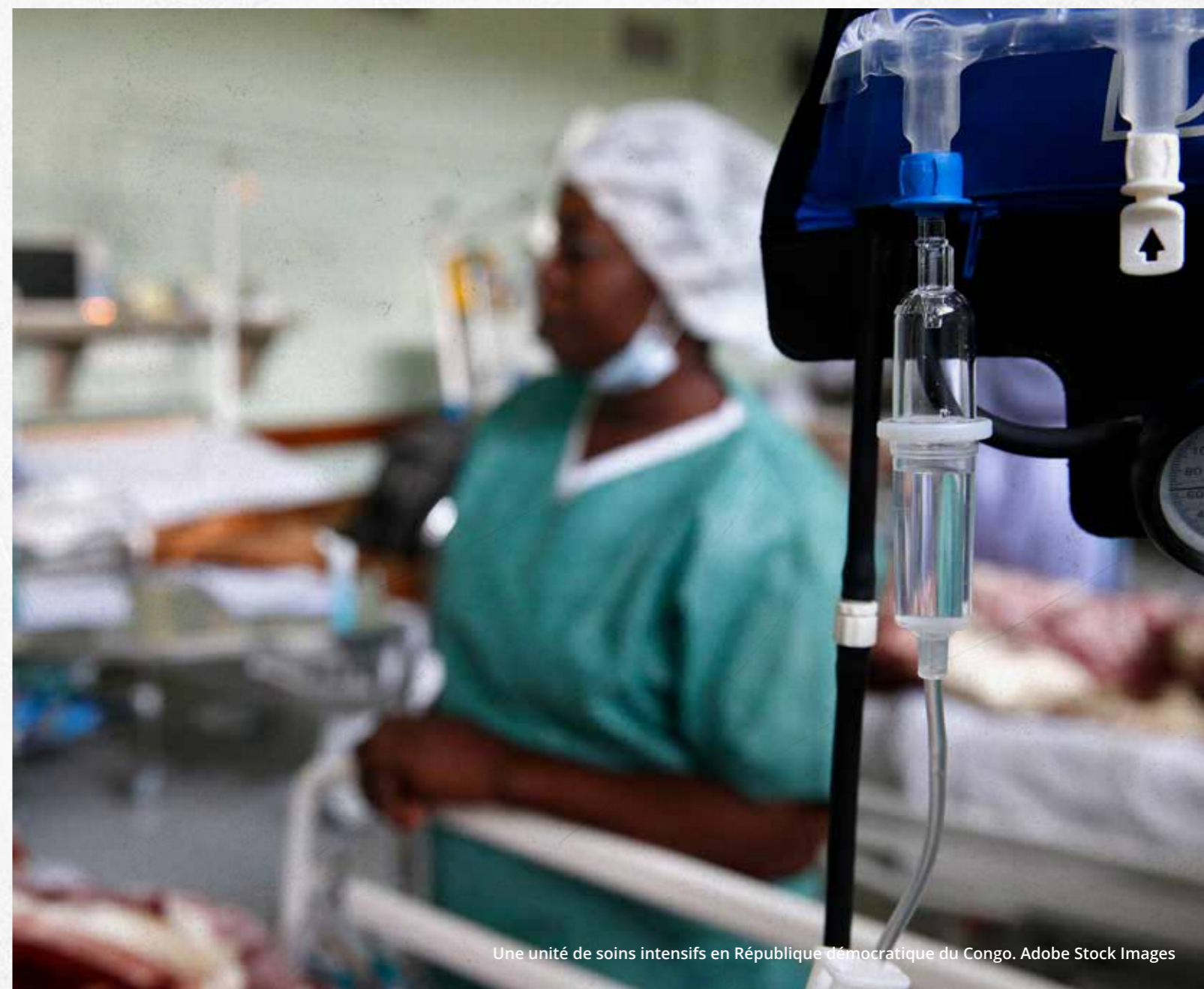
Dans le pire des cas, en cas d'effondrement total des programmes de prévention, les coûts atteindraient 20,7 milliards de \$ US.

À l'inverse, si les pays bénéficiaient d'un soutien pour atteindre les objectifs de la STM, les dépenses de santé diminueraient de 35,2 milliards de \$ US, réduisant de moitié (53 %) le fardeau financier du paludisme.

Projections à l'horizon 2040

Le tableau devient encore plus sombre à long terme. Au cours des 15 prochaines années, des réductions continues de 20 % augmenteraient les dépenses de santé de 5,5 milliards de \$ US, et sans aucune mesure de prévention, les coûts atteindraient près de 80 milliards de \$ US.

Ce résultat est à comparer à un scénario où les objectifs de la STM seraient atteints, et où les dépenses de santé liées au paludisme pourraient être réduites de 162 milliards de \$ US sur la même période, allégeant ainsi la charge pour les familles et libérant des budgets de santé publique pour investir dans d'autres priorités du secteur public.



Une unité de soins intensifs en République démocratique du Congo. Adobe Stock Images

Étude de cas : Paludisme et santé

La résurgence du paludisme va pousser le système de santé ougandais au-delà du point de rupture

L'Ouganda compte 42 millions de personnes exposées au risque de paludisme, avec environ 12 millions de cas déclarés par an. Malgré des décennies d'expérience dans la gestion de la maladie, le système de santé ougandais dépend à la fois des investissements nationaux et des financements internationaux, plus de 70 % des produits antipaludiques étant fournis par le Fonds mondial et d'autres partenaires.

Le Dr Daniel Kyabayinze, directeur de la santé publique au ministère ougandais de la Santé, explique que, bien que le pays dispose d'un personnel qualifié et d'infrastructures sanitaires bien établies, le système ne peut pas faire face à de fortes augmentations de cas de paludisme sans un soutien durable.

« Nous disposons du personnel et des structures de santé nécessaires, mais la quasi-totalité des moustiquaires, des pulvérisations et de la chimioprévention du paludisme saisonnier proviennent de donateurs extérieurs. Sans ces fournitures, le système s'effondrerait. »

Lorsque les cas de paludisme augmentent, les hôpitaux et les centres de santé sont rapidement débordés. Les patients atteints de paludisme supplantent les femmes venant accoucher en toute sécurité ou les enfants devant être vaccinés. Les dépenses personnelles augmentent, les familles se tournant vers les pharmacies privées lorsque les stocks publics sont épuisés.

« L'Ouganda a déjà connu ce phénomène. Entre 2017 et 2019, l'arrêt brutal de la pulvérisation intradomiciliaire d'insecticide à effet rémanent dans les districts du nord a déclenché une épidémie dévastatrice. Sans ce bouclier préventif, les cas de paludisme ont explosé, les hôpitaux ont débordé et les familles ont pleuré des enfants qui n'auraient jamais dû nous quitter si jeunes. Lors de l'épidémie de 2017-2019, les hôpitaux étaient saturés, des enfants mouraient et les autres services étaient paralysés. L'arrêt de toute intervention signifie revenir à la case départ. »

L'impact est particulièrement dévastateur pour les enfants et les femmes enceintes. Les retards

de traitement entraînent souvent un paludisme grave ou cérébral, nécessitant des soins intensifs, un traitement par voie intraveineuse et parfois une ventilation artificielle. Ces services sont peu accessibles en dehors des centres hospitaliers. Les familles sont confrontées à la perte de leurs enfants à cause d'une maladie évitable, avec des répercussions sur les moyens de subsistance, la scolarisation et la santé mentale.

La résurgence du paludisme a également des conséquences néfastes sur les agents de santé se trouvant en première ligne. Jusqu'à 30 % des patients des établissements de santé ougandais souffrent déjà de la maladie ; de nouvelles poussées entraînent de longues files d'attente, un épuisement professionnel et une capacité réduite à prendre en charge d'autres affections urgentes.

Une réduction ou un retard du soutien des donateurs, en particulier du Fonds mondial, serait catastrophique.

« Chaque enfant représente 100 % de la vie de sa famille. Chaque enfant perdu n'est pas un numéro ; c'est l'univers entier d'une famille qui s'écroule. En Afrique, nous intensifions nos efforts et augmentons notre financement national, mais le paludisme étant concentré dans les pays les plus pauvres, le financement du Fonds mondial reste essentiel. »

Le Dr Kyabayinze souligne également les implications plus larges pour la sécurité sanitaire mondiale, établissant des parallèles avec le COVID-19 : *« Le paludisme n'est pas seulement un combat pour l'Afrique. Avec le changement climatique, les moustiques peuvent se propager plus loin et plus rapidement, mettant le monde entier en danger. Investir dans la prévention, c'est investir dans la sécurité sanitaire mondiale : c'est moins cher, plus sûr et plus judicieux que d'attendre pour réagir une fois la maladie propagée. »*

Le cas de l'Ouganda montre que le sous-financement du Fonds mondial non seulement coûterait des vies, mais déstabiliserait également les systèmes de santé, perturberait la productivité économique et risquerait de réduire à zéro des années de progrès. Un investissement soutenu, tant national qu'international, est essentiel pour protéger les familles, les soignants de première ligne et la croissance future du pays. »

« Nous disposons du personnel et des structures de santé nécessaires, mais la quasi-totalité des moustiquaires, des pulvérisations et de la chimioprévention du paludisme saisonnier proviennent de donateurs extérieurs. Sans elles, le système s'effondrerait. »

Conclusion et recommandations

Ce rapport démontre que les investissements dans la lutte contre le paludisme et son élimination font bien plus que sauver des vies et traiter les maladies. Investir aujourd'hui est un gage de réussite économique future. Les enfants qui ne sont pas malades et qui réussissent bien dans leur scolarité sont plus susceptibles de contribuer au progrès économique futur.

La lutte contre le paludisme est au cœur d'une situation propice à une résurgence, car la résistance croissante, les phénomènes météorologiques extrêmes et les déplacements de population menacent d'annihiler les progrès réalisés. Un échec à accroître les investissements pourrait entraîner une flambée des cas de paludisme, ramenant le monde à des niveaux jamais vus depuis les années 1970. Alors que les dirigeants doivent prendre des décisions difficiles quant à l'affectation de financements limités, ce rapport souligne clairement que réduire les investissements dans la lutte contre le paludisme serait une grave erreur. Non seulement les pays perdront rapidement les individus qui sont le moins en mesure de se protéger, mais ils verront également leur croissance économique étouffée par cette maladie évitable.

2025 a été une année de changements importants pour l'écosystème mondial de la santé. Aujourd'hui plus que jamais, les pays où le paludisme est endémique cherchent à affirmer leur souveraineté sur les services de santé qui façonnent la vie de leurs citoyens. Ce rapport montre clairement que la persistance du paludisme continuera de drainer des ressources qui pourraient être mieux utilisées pour cet effort. Remettre les pays où le paludisme est endémique sur la bonne voie au cours de la prochaine décennie est une démarche gagnant-gagnant pour les donateurs et les pays les plus concernés par la maladie.

Afin de se remettre sur les rails, de débloquer la croissance et d'assurer une plus grande stabilité, les dirigeants des pays donateurs et où le paludisme est endémique, ainsi que le secteur privé et les acteurs philanthropiques, devraient :

- 1. Financer intégralement le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme :** Veiller à ce que tous les donateurs, y compris les pays du G7 et les pays partenaires, financent intégralement la 8e reconstitution des ressources du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, en novembre 2025, en soutenant et en renforçant les investissements réalisés par les pays où le paludisme est endémique afin de donner un nouvel élan à l'objectif de mettre fin à la maladie.
- 2. Mettre en œuvre le Cadre catalytique pour l'éradication du sida, de la tuberculose et l'élimination du paludisme en Afrique d'ici 2030 (Cadre catalytique),** les gouvernements africains privilégiant la mobilisation des ressources nationales et le renforcement de la volonté politique.
- 3. Reconnaître le lien entre développement économique, sécurité sanitaire mondiale et élimination du paludisme :** Les pays du G20 peuvent profiter du sommet des dirigeants du G20 de cette année, ainsi que des réunions des ministres de la Santé, du Commerce et du Développement, pour reconnaître que l'élimination du paludisme est essentielle au progrès social et économique.
- 4. Collaborer plus efficacement avec le secteur privé pour accroître les sources nationales de financement de la lutte contre le paludisme :** Le rapport montre qu'il existe une marge de manœuvre importante pour solliciter le soutien des acteurs du secteur privé, susceptibles de bénéficier d'une main-d'œuvre en meilleure santé et plus productive. La création de Conseils nationaux pour l'élimination du paludisme – qui ont déjà collecté plus de 166 millions de \$ US au sein de 11 conseils – est essentielle car ces derniers permettent de mobiliser les acteurs nationaux clés autour du soutien multipartite nécessaire à une réponse globale au paludisme. Ces conseils sont des forums multisectoriels nationaux qui réunissent de hauts responsables des gouvernements, du secteur privé, des sphères religieuses et traditionnelles ainsi que de la société civile et de la jeunesse pour soutenir la lutte contre le paludisme.

Glossaire

Cadre catalytique pour mettre fin au sida, à la tuberculose et éliminer le paludisme en Afrique d'ici à 2030 Un cadre de politique publique de l'Union africaine qui vise à éliminer le paludisme.

Capital humain Valeur économique de l'expérience et des compétences d'un travailleur. Le rapport examine comment le paludisme affaiblit le capital humain en perturbant l'éducation et le développement cognitif.

Combinérapies à base d'artémisinine (CTA) Traitements les plus efficaces contre le paludisme simple à *P. falciparum*.

Commerce bilatéral Commerce entre deux pays spécifiques. Dans le contexte de ce rapport, il s'agit des exportations des pays d'Afrique subsaharienne vers les pays du G7.

Conseils d'élimination du paludisme Forums multisectoriels nationaux réunissant de hauts responsables gouvernementaux, du secteur privé, des sphères religieuses et traditionnelles, de la société civile et de la jeunesse pour mobiliser des ressources et soutenir la lutte contre le paludisme.

Déclaration de Yaoundé Engagement des ministres de la Santé dans les pays fortement touchés en Afrique à accélérer l'élimination du paludisme. Déficiences en produits Manque de disponibilité des produits de santé essentiels, tels que les moustiquaires, les tests et les traitements, nécessaires aux stratégies nationales de lutte contre le paludisme, mais hors de portée de ces dernières.

Dépenses à la charge du patient Le rapport souligne que ces coûts peuvent être catastrophiques pour les familles touchées par le paludisme.

Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (Fonds mondial) Premier bailleur de fonds multilatéral à l'échelle mondiale pour la santé. Il fournit 59 % du financement international des programmes de lutte contre le paludisme et a investi plus de 20,3 milliards de \$ US à ce jour.

G7 Groupe des Sept, un forum politique et économique intergouvernemental composé du Canada, de la France, de l'Allemagne, de l'Italie, du Japon, du Royaume-Uni et des États-Unis.

G20 Groupe des Vingt, un forum intergouvernemental composé de 19 pays souverains, de l'Union européenne et de l'Union africaine.

Industries minières impliquées dans l'extraction de matières premières, telles que l'exploitation minière, le pétrole et le gaz. Il s'agit de l'un des secteurs clés analysés dans le rapport.

Méthodes de lutte antivectorielle Méthodes ciblant les moustiques transmetteurs du paludisme. Les MILD et la PID en sont des exemples clés dans le rapport.

Mobilisation des ressources nationales Processus par lequel les pays collectent et dépensent leurs propres fonds pour subvenir aux besoins de leur population.

Pays où le paludisme est endémique Pays où le paludisme, est largement présent.

Reconstitution des ressources (du Fonds mondial) Processus par lequel le Fonds mondial obtient des engagements financiers des donateurs pour une période déterminée afin de poursuivre le financement de ses programmes. Ce rapport se concentre sur la 8e reconstitution des ressources à venir.

Résurgence (du paludisme) Augmentation significative du nombre de cas et de décès dus au paludisme, menaçant d'annihiler les progrès réalisés jusqu'à présent. Ce rapport modélise les impacts économiques d'une éventuelle résurgence en fonction de différents scénarios de financement.

Souveraineté sanitaire Concept selon lequel les nations devraient être autonomes et responsables de leurs systèmes de santé, de leurs budgets et de leurs priorités de santé publique, réduisant ainsi leur dépendance envers l'aide étrangère.

Projections de l'évolution des cas et décès liés au paludisme selon les différents scénarios de financement

2025-2030				
Scénario	Nombre de cas prévisionnels		Nombre de décès prévisionnels	
	#	+/- par rapport au plafonnement	#	+/- par rapport au plafonnement
1. Plafonnement	1.65 milliard		2.75 millions	
2. Réduction de 20% du Fonds global	1.68 milliard	+33.44 millions	2.83 millions	+82,071
3. Pas de prévention	2.18 milliards	+525.85 millions	3.74 millions	+989,675
4. Objectifs STM	786.3 millions	-864.81 millions	887,272	-1.86 million
2025-2040				
Scénario	Nombre de cas prévisionnels		Nombre de décès prévisionnels	
	#	+/- par rapport au plafonnement	#	+/- par rapport au plafonnement
1. Plafonnement	5.14 milliards		12.25 millions	
2. Réduction de 20% du Fonds global	5.27 milliards	+134.62 millions	12.58 millions	+330,032
3. Pas de prévention	7.17 milliards	+ 2.03 milliards	16.67 millions	+4.43 millions
4. Objectifs STM	1.14 milliard	-3.99 milliards	2.72 millions	-9.53 millions

Prévisions de l'impact du paludisme sur le PIB (Afrique sub-saharienne)

2025-2030			
PIB prévisionnel			
Scénario	Estimations (\$ US)	+/- par rapport au plafonnement	+/- par rapport au plafonnement
1. Plafonnement	13.56 billions		
2. Réduction de 20% du Fonds global	13.55 billions	-5.14 milliard	-0.04%
3. Pas de prévention	13.47 billions	-83.00 milliard	-0.61%
4. Objectifs STM	13.79 billions	+231.14 milliard	+1.71%
2025-2040			
PIB prévisionnel			
Scénario	Estimations (\$ US)	+/- par rapport au plafonnement	+/- par rapport au plafonnement
1. Plafonnement	44.53 billions		
2. Réduction de 20% du Fonds global	44.50 billions	-30.18 billion	-0.07%
3. Pas de prévention	44.13 billions	-401.86 milliard	-0.90%
4. Objectifs STM	47.06 billions	+2.53 billions	+5.68%

Impact prévisionnel du paludisme sur les pertes de revenus futures (Afrique sub-saharienne)

2025-2030			
Pertes de revenus à venir prévisionnelles			
Scénario	Estimations (\$ US)	+/- par rapport au plafonnement	+/- par rapport au plafonnement
1. Plafonnement	65.17 milliards		
2. Réduction de 20% du Fonds global	66.48 milliards	+1.32 milliard	+2.02%
3. Pas de prévention	84.90 milliards	+19.73 milliards	+30.28%
4. Objectifs STM	31.00 milliards	-34.17 milliards	-52.43%
2025 - 2040			
Pertes de revenus à venir prévisionnelles			
Scénario	Estimations (\$ US)	+/- par rapport au plafonnement	+/- par rapport au plafonnement
1. Plafonnement	219.14 milliards		
2. Réduction de 20% du Fonds global	224.82 milliards	+5.68 milliards	+2.60%
3. Pas de prévention	301.24 milliards	+82.10 milliards	+37.47%
4. Objectifs STM	47.77 milliards	-171.37 milliards	-78.20%

Impact prévisionnel du paludisme sur les recettes d'exportation (Afrique sub-saharienne)

2025-2030			
Recettes d'exportation prévisionnelles			
Scénario	Estimations (\$ US)	+/- par rapport au plafonnement	+/- par rapport au plafonnement
1. Plafonnement	3.06 billions		
2. Réduction de 20% du Fonds global	3.06 billions	-1.11 milliard	-0.04%
3. Pas de prévention	3.05 billions	-16.23 milliards	-0.53%
4. Objectifs STM	3.11 billions	+49.82 milliards	+1.63%
2025 - 2040			
Recettes d'exportation prévisionnelles			
Scénario	Estimations (\$ US)	+/- par rapport au plafonnement	+/- par rapport au plafonnement
1. Plafonnement	10.02 billions		
2. Réduction de 20% du Fonds global	10.01 billions	-6.51 milliards	-0.07%
3. Pas de prévention	9.94 billions	-76.66 milliards	-0.77%
4. Objectifs STM	10.56 billions	+545.36 milliards	+5.45%

Impact du paludisme sur les exportations africaines vers les pays du G7

Impact du paludisme sur les exportations africaines vers les pays du G7 pour la période 2025-2030				
Pays (% des exportations)	Scenario	Estimate (\$USD)	+/- (\$USD) Compared to flatline	+/- % Compared to flatline
de l'ASS 2022)	Scénario	Estimations (\$ US)	+/- \$ US par rapport au plafonnement	+/- % par rapport au plafonnement
	Objectifs STM	163.04 milliards	+2.61 milliards	+1.60%
Royaume-Uni (3.00%)	Pas de prévention	91.36 milliards	-490 millions	-0.54%
	Objectifs STM	93.34 milliards	+1.50 milliard	+1.61%
Allemagne (2.90%)	Pas de prévention	88.32 milliards	-470 millions	-0.53%
	Objectifs STM	90.23 milliards	+1.44 milliard	+1.60%
France (2.85%)	Pas de prévention	86.79 milliards	-460 millions	-0.53%
	Objectifs STM	88.68 milliards	+1.42 milliard	+1.60%
Japon (2.66%)	Pas de prévention	81.01 milliards	-430 millions	-0.53%
	Objectifs STM	82.76 milliards	+1.33 milliard	+1.61%
Italie (2.36%)	Pas de prévention	71.87 milliards	-380 millions	-0.53%
	Objectifs STM	73.43 milliards	+1.18 milliard	+1.61%
Canada (1.66%)	Pas de prévention	50.55 milliards	-270 millions	-0.53%
	Objectifs STM	51.65 milliards	+830 millions	+1.61%
Pays du G7 combinés (20.67%)	Pas de prévention	629.49 milliards	-3.35 milliards	-0.53%
	Objectifs STM	643.14 milliards	+10.30 milliards	+1.60%

Impact du paludisme sur les exportations africaines vers les pays du G7 pour la période 2025-2040				
Pays (% des exportations)	Scenario	Estimate (\$USD)	+/- (\$USD) Compared to flatline	+/- % Compared to flatline
de l'ASS 2022)	Scénario	Estimations (\$ US)	+/- \$ US par rapport au plafonnement	+/- % par rapport au plafonnement
	Objectifs STM	553.48 milliards	+28.58 milliards	+5.16%
Royaume-Uni (3.00%)	Pas de prévention	298.22 milliards	-2.30 milliards	-0.77%
	Objectifs STM	316.88 milliards	+16.36 milliards	+5.16%
Allemagne (2.90%)	Pas de prévention	288.28 milliards	-2.22 milliards	-0.77%
	Objectifs STM	306.32 milliards	+15.82 milliards	+5.16%
France (2.85%)	Pas de prévention	283.31 milliards	-2.18 milliards	-0.77%
	Objectifs STM	301.04 milliards	+15.54 milliards	+5.16%
Japon (2.66%)	Pas de prévention	264.42 milliards	-2.04 milliards	-0.77%
	Objectifs STM	280.97 milliards	+14.51 milliards	+5.16%
Italie (2.36%)	Pas de prévention	234.60 milliards	-1.81 milliard	-0.77%
	Objectifs STM	249.28 milliards	+12.87 milliards	+5.16%
Canada (1.66%)	Pas de prévention	165.01 milliards	-1.27 milliard	-0.77%
	Objectifs STM	175.34 milliards	+9.05 milliards	+5.16%
Pays du G7 combinés (20.67%)	Pas de prévention	2,054.73 milliards	-15.84 milliards	-0.77%
	Objectifs STM	2,183.30 milliards	+112.73 milliards	+5.16%

Impact prévisionnel du paludisme sur la perte de productivité agricole (Afrique sub-saharienne)

2025-2030			
Perte prévisionnelle de productivité agricole			
Scénario	Estimations (\$ US)	+/- \$ US par rapport au plafonnement	+/- % par rapport au plafonnement
1. Plafonnement	13.72 milliards		
2. Réduction de 20% du Fonds global	14.00 milliards	+275.69 millions	+2.01%
3. Pas de prévention	18.02 milliards	+4.30 milliards	+31.34%
4. Objectifs STM	6.51 milliards	-7.22 milliards	-52.6%
2025 - 2040			
Perte prévisionnelle de productivité agricole			
Scénario	Estimations (\$ US)	+/- \$ US par rapport au plafonnement	+/- % par rapport au plafonnement
1. Plafonnement	46.95 milliards		
2. Réduction de 20% du Fonds global	48.16 milliards	+1.12 milliard	+2.58%
3. Pas de prévention	65.02 milliards	+18.07 milliards	+38.48%
4. Objectifs STM	10.13 milliards	-36.82 milliards	-78.40%

Impact prévisionnel du paludisme sur les dépenses du secteur de la santé (Afrique sub-saharienne)

2025-2030			
Dépenses prévisionnelles du secteur de la santé			
Scénario	Estimations (\$ US)	+/- \$ US par rapport au plafonnement	+/- % par rapport au plafonnement
1. Plafonnement	67.33 milliards		
2. Réduction de 20% du Fonds global	68.70 milliards	+1.36 milliard	+2.02%
3. Pas de prévention	88.04 milliards	+20.71 milliards	+30.77%
4. Objectifs STM	32.09 milliards	-35.25 milliards	-53.35%
2025 - 2040			
Dépenses prévisionnelles du secteur de la santé			
Scénario	Estimations (\$ US)	+/- \$ US par rapport au plafonnement	+/- % par rapport au plafonnement
1. Plafonnement	208.61 milliards		
2. Réduction de 20% du Fonds global	214.08 milliards	+5.47 milliards	+2.62%
3. Pas de prévention	288.48 milliards	+79.87 milliards	+38.29%
4. Objectifs STM	46.34 milliards	-162.27 milliards	-77.79%

Impact prévisionnel du paludisme sur les revenus liés au tourisme (Afrique sub-saharienne)

2025-2030			
Revenus prévisionnels liés au tourisme			
Scénario	Estimations (\$ US)	+/- \$ US par rapport au plafonnement	+/- % par rapport au plafonnement
1. Plafonnement	218.21 milliards		
2. Réduction de 20% du Fonds global	218.08 milliards	-130.54 millions	-0.06%
3. Pas de prévention	216.17 milliards	-2.05 milliards	-0.94%
4. Objectifs STM	221.61 milliards	+3.40 milliards	+1.56%
2025 - 2040			
Revenus prévisionnels liés au tourisme			
Scénario	Estimations (\$ US)	+/- \$ US par rapport au plafonnement	+/- % par rapport au plafonnement
1. Plafonnement	604.45 milliards		
2. Réduction de 20% du Fonds global	603.97 milliards	-477.30 millions	-0.08%
3. Pas de prévention	597.27 milliards	-7.18 milliards	-1.19%
4. Objectifs STM	618.59 milliards	+14.13 milliards	+2.34%

Notes de bas de page

¹ Organisation mondiale de la santé, Rapport 2024 sur le paludisme dans le monde (Genève : Organisation mondiale de la santé, 2024), 12, (notant que la région AFRO de l'OMS représente 94 % des cas, mais cela n'inclut pas tous les cas provenant de pays d'Afrique car plusieurs se trouvent dans la région REMO), <https://www.who.int/teams/global-malaria-programme/reports/world-malaria-report-2024>, <https://www.who.int/teams/global-malaria-programme/reports/world-malaria-report-2024>

² Union africaine and Alliance des dirigeants africains contre le paludisme, Rapport 2024 sur les progrès de la lutte contre le paludisme (Dar es Salaam : Alliance des dirigeants africains contre le paludisme, 2025), 1, <https://alma2030.org/heads-of-state-and-government/african-union-malaria-progress-reports/2024-africa-malaria-progress-report/>

³ Francine Ntoumi et al., "Malaria Resurgence in Africa: Confronting the Challenges," *The Lancet Infectious Diseases* 25, no. 10 (Octobre 2025): 1066-68, [https://www.thelancet.com/journals/laninf/article/PIIS1473-3099\(25\)00499-2/abstract](https://www.thelancet.com/journals/laninf/article/PIIS1473-3099(25)00499-2/abstract)

⁴ Le Fonds global, Rapport 2025 des résultats (Genève : Le Fonds global, 2025), 62, https://www.theglobalfund.org/media/2vld4oal/core_2025-results_report_en.pdf

⁵ Le Fonds global, "Paludisme," [theglobalfund.org](https://www.theglobalfund.org/en/malaria/) (2025), <https://www.theglobalfund.org/en/malaria/>

⁶ RBM Partnership to End Malaria, "Malaria to Kill 300,000 More People If Critical Funding Not Received," communiqué de presse (26 Septembre 2024), <https://endmalaria.org/news/malaria-kill-300000-more-people-if-critical-funding-not-received>

⁷ Ntoumi et al., "Malaria Resurgence in Africa."

⁸ Le Centre africain de Contrôle et de Prévention des Maladies, "Malaria Surge in Southern Africa" (23 juillet, 2025), <https://africacdc.org/news-item/malaria-surge-in-southern-africa/>

⁹ Malaria No More UK, Zero Malaria – The Malaria Dividend (Londres: Malaria No More UK, 2024), <https://www.malarianomore.org/wp-content/uploads/2024/10/Zero-Malaria-The-Malaria-Dividend-ONLINE-FINAL.pdf>

¹⁰ Cela suppose également un financement bilatéral soutenu du gouvernement américain, similaire à l'engagement précédent (GC7).

¹¹ Organisation mondiale de la santé, Stratégie technique mondiale pour le paludisme 2016-2030 (Genève : OMS, 2015), <https://www.who.int/docs/default-source/documents/global-technical-strategy-for-malaria-2016-2030.pdf>

¹² K. C. Mezieobi, E. U. Alum, O. P. C. Ugwu, et al., "Economic Burden of Malaria on Developing Countries: A Mini Review," *Parasite Epidemiology and Control* 30 (2025): e00435, <https://pmc.ncbi.nlm.nih.gov/articles/PMC12163157/pdf/main.pdf>

¹³ Jeffrey D. Sachs and John Luke Gallup, "The Economic Burden of Malaria," *American Journal of Tropical Medicine and Hygiene* 64, no. 1-2 suppl. (2001): 85-96, <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/11425181/>

¹⁴ N. Sarma, E. Patouillard, R. E. Cibulskis, and J.-L. Arcand, "The Economic Burden of Malaria: Revisiting the Evidence," *American Journal of Tropical Medicine and Hygiene* 101, no. 6 (2019): 1405-1415, <https://pmc.ncbi.nlm.nih.gov/articles/PMC6896867/>

¹⁵ Edith Patouillard, Seoni Han, Jeremy Lauer, Mara Barschkett, and Jean-Louis Arcand, "The Macroeconomic Impact of Increasing Investments in Malaria Control in 26 High Malaria-Burden Countries: An Application of the Updated EPIC Model," *International Journal of Health Policy and Management*, 12 (2023): 7132, <https://pmc.ncbi.nlm.nih.gov/articles/PMC10590221/>

¹⁶ Ibid (12).

¹⁷ Banque africaine de développement, Perspectives économiques en Afrique 2025 : Tirer le meilleur parti du capital de l'Afrique pour favoriser son développement (Abidjan : BAD, 2025), 1, <https://www.afdb.org/en/knowledge/publications/african-economic-outlook>

¹⁸ Banque africaine de développement, Perspectives économiques en Afrique 2025, i. <https://www.afdb.org/en/knowledge/publications/african-economic-outlook>

¹⁹ Ibid (12).

²⁰ Ibid (18).

²¹ Banque mondiale, Libérer le potentiel agricole de l'Afrique : un programme d'action pour la transformation (Washington : Banque mondiale, 2013), <https://documents1.worldbank.org/curated/en/795321468191670202/pdf/769900WP0SDS0A00Box374393B00PUBLIC0.pdf>

²² Banque africaine de développement, Nourrir l'Afrique : Stratégie pour une transformation agricole en Afrique 2016-2025 (Banque africaine de développement : Abidjan, 2016), https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Policy-Documents/Feed_Africa-Strategy-En.pdf

²³ Déclaration de Dakar Declaration sur la souveraineté alimentaire et la résilience (2023), https://www.afdb.org/sites/default/files/2023/01/27/declaration_feed_africa_-_food_sovereignty_and_resilience-fr.pdf

²⁴ Voir, e.g., Ronald Kooko, Solomon T. Wafula, et Phillip Orishaba, "Socioeconomic Determinants of Malaria Prevalence Among Under Five Children in Uganda," *Journal of Vector Borne Diseases* 60, no. 1 (2023), 38-48, https://journals.lww.com/jvbd/fulltext/2023/60010/socioeconomic_determinants_of_malaria_prevalence.5.aspx?utm_source=chatgpt.com

²⁵ Ibid (12).

²⁶ World Travel and Tourism Council, Unlocking Opportunities for Travel and Tourism Growth in Africa (London: World Travel and Tourism Council, 2023), https://uploads-ssl.webflow.com/6329bc97af73223b575983ac/655351a0e96eb993c4c53256_Africa-TandT-Growth-141123.pdf

²⁷ Ibid (12).

²⁸ Jaume Rosselló, Maria Santana-Gallego, and Waqas Awan, "Infection Disease Risk and International Tourism Demand," *Health Policy & Planning* 32, no.4 (May 2017), 538-548, <https://academic.oup.com/heapol/article/32/4/538/2926036>

²⁹ Forum du développement pour l'Afrique, Banque mondiale. Africa's Resource Future: Harnessing Natural Resources for Economic Transformation During the Low-Carbon Transition (Washington : Banque mondiale, 2023), 1, <https://openknowledge.worldbank.org/entities/publication/5b962927-b2d3-4ea3-a884-971c2b11bbd3>

³⁰ Landry Signé, avec Chelsea Johnson, Africa's Mining Potential: Trends, Opportunities, Challenges and Strategies (Rabat : Policy Center for the New South, 2021), <https://www.policycenter.ma/sites/default/files/2022-01/PP-10-21-Landry-Signe.pdf>

³¹ Extractive Industries Transparency Initiative (EITI), Angola 2022 EITI Report (Luanda : ITIE Angola National Secretariat, Septembre 2024), (Note : Valeur spécifique en dollars dérivée des données de production et d'exportation de l'ITIE combinée aux prix moyens du pétrole en 2022). <https://eiti.org/documents/angola-2022-eiti-report>

³² EITI, "Global EITI Data" (2023), (Données pour la RDC et le Nigéria pour l'année fiscale 2021), <https://eiti.org/data>

³³ Ibid (32).

³⁴ Groupe Banque mondiale, Botswana Country Economic Memorandum: Seizing the Opportunity for a More Diversified and Inclusive Growth (Washington, DC : Banque mondiale, 2023), <https://openknowledge.worldbank.org/entities/publication/a6dfe87c-9f7e-4bcf-9eaa-d06ff585d36c>

³⁵ PATH, Business Investing in Malaria Control: Economic Returns and a Healthy Workforce for Africa (Seattle: PATH, 2011), 20-24, https://www.path.org/publications/files/MCP_rbm_pi_rpt_6.pdf

³⁶ Immo Kleinschmidt et al., "A Marked Reduction in the Burden of Malaria Experienced by Communities on Bioko Island, Equatorial Guinea," *American Journal of Tropical Medicine and Hygiene* 80, no. 4 (2009): 622-628, <https://pmc.ncbi.nlm.nih.gov/articles/PMC3748782/>

³⁷ PATH, Business Investing in Malaria Control: Economic Returns and a Healthy Workforce for Africa (Seattle: PATH, 2011), 25-33, https://www.path.org/publications/files/MCP_rbm_pi_rpt_6.pdf

³⁸ Banque mondiale, Achieving Sustainable and Inclusive Artisanal and Small-Scale Mining (ASM): A Renewed Framework for World Bank Engagement (Washington, DC : Banque mondiale, 2024), <https://documents.worldbank.org/en/publication/documents-reports/documentdetail/099091624103523072/p1804001c099c40251a6861abb2dbb8b722>

³⁹ Artisanal and Small-Scale Mining (ASM) Inventory Database, "Artisanal and Small-Scale Mining Data," <https://artisanalmining.org/Inventory/>

⁴⁰ M. V. Andrade, K. Noronha, B. P. C. Diniz, et al., "The Economic Burden of Malaria: A Systematic Review," *Malaria Journal* 21 (2022): 283, <https://malariajournal.biomedcentral.com/articles/10.1186/s12936-022-04303-6>

⁴¹ Bureau du Président du Ghana, "African Health Sovereignty in A Reimagined Global Health Governance Architecture: A Co-creation Summit under the leadership of His Excellency John Dramani Mahama, President of the Republic of Ghana" (déclaration, 3 août 2025), <https://presidency.gov.gh/statement-african-health-sovereignty-in-a-reimagined-global-health-governance-architecture-a-co%E2%80%9191-creation-summit-under-the-leadership-of-his-excellency-john-dramani-mahama-president-of-the/>

⁴² Organisation mondiale de la santé, "WHO Director-General's Opening Remarks at the Africa Health Sovereignty Summit – 5 August 2025," retranscription du discours (5 août 2025), <https://www.who.int/director-general/speeches/detail/who-director-general-s-opening-remarks-at-the-africa-health-sovereignty-summit---5-august-2025>

⁴³ Kerry Cullinan, "African Summit Looks for Solutions to Health Funding Crisis," *Health Policy Watch* (6 août 2025), <https://healthpolicy-watch.news/african-summit-looks-for-solutions-to-health-funding-crisis/>

⁴⁴ Ibid (12).

⁴⁵ Ibid (12).



AFRICAN LEADERS
MALARIA ALLIANCE



malaria
NO MORE
united kingdom



Ce rapport a été produit par l'Alliance des dirigeants africains contre le paludisme (ALMA) & Malaria No More UK (Numéro d'immatriculation au registre des organisations caritatives : 1126222)